

27/10/2004



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

voir si la Pref  
l'envoie par  
informatique

CKEFG  
20/11/04

DRIRE

2

DIRECTION DES ACTIONS  
INTERMINISTÉRIELLES  
ET EUROPÉENNES

BUREAU  
DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DU CADRE DE VIE

Affaire suivie par : Rolande MARIATTE  
E-mail : rolande.mariatte@loire.pref.gouv.fr  
☎ 04.77.48.48.91  
Dossier n° 98/8370

PRÉFECTURE DE LA LOIRE



**Le Préfet de la Loire**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

## Arrêté n° 19826

**VU** le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

**VU** le décret modifié du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (codifiée au Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement) et notamment son article 18 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 8 décembre 1998 réglementant la plate forme de transit, de regroupement et de pré-traitement d'hydrocarbures usagers et d'autres déchets industriels exploitée par la **SA SARP INDUSTRIES RHONE ALPES MEDITERRANNEE** à LA TALAUDIERE - Z.I. Molina la Chazotte ;

**VU** le rapport de M. l'Inspecteur des installations classées en date du 2 août 2004 ;

**VU** l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène, au cours de sa séance du 4 octobre 2004 ;

**CONSIDERANT** que cette installation est soumise à autorisation et que les modifications intervenues ont nécessité une actualisation de l'autorisation administrative de cet établissement (modification des stockages, nouvelle codification des déchets...) ;

**CONSIDERANT**, suite à l'étude de sols fournie, qu'il convient d'assurer la surveillance des eaux souterraines, et de réaliser une étude détaillée des risques ;

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'imposer des prescriptions complémentaires à l'installation susvisée afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

**CONSIDERANT** que l'exécution des prescriptions complémentaires imposées par le présent arrêté devrait permettre l'exercice des activités de la société susvisée en compatibilité avec leur environnement ;

**SUR PROPOSITION** de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

# A R R E T E

## ARTICLE 1

**1 -** La **S.A. SARP INDUSTRIE RHONE ALPES MEDITERRANNEE (SIRAM)**, dont le siège social est situé Montée des Pins – 13340 ROGNAC, est autorisée à exploiter, sur le territoire de la commune de LA TALAUDIERE, Z.I. de Molina la Chazotte, une plate-forme de transit, regroupement et pré-traitement d'hydrocarbures usagés et autres déchets industriels.

.../...

Les activités sont classées comme suit :

Nature de l'activité	Rubrique	Volume des activités
centre de transit d'hydrocarbures usagés et de déchets industriels provenant d'installations classées avec pré-traitements et/ou regroupement de ces déchets	167 a 167 c	1065m <sup>3</sup> en cuves aériennes 9x75 m <sup>3</sup> + 6x60 m <sup>3</sup> + 30 m <sup>3</sup> 9 zones de fûts soit 342 palettes au sol ou 684 sur 2 niveaux
dont	167 a 167 c	1
- transit de déchets industriels liquides, solides et pâteux sans regroupement		9 zones de fûts soit 252 palettes au sol ou 504 sur 2 niveaux
- transit de déchets industriels liquides solides et pâteux avec regroupement		
- transit de déchets industriels liquides solides et pâteux avec pré-traitements		
- transit de Déchets Dangereux des Ménages sans regroupement		90 palettes au sol (ou 180 sur 2 niveaux) dans le bâtiment DDM)
- installation de pompage (dépotages et transferts)	installations connexes	8 pompes capacités de 20 à 60 m <sup>3</sup> /h

2 - Les installations citées au paragraphe 1 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'usine .

3 - L'autorisation est accordée aux conditions du dossier de la demande et sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

4 - Les prescriptions du présent arrêté sont applicables immédiatement à l'exception de celles pour lesquelles un délai est explicitement prévu. La mise en application, à leur date d'effet, de ces prescriptions entraîne l'abrogation de toutes les dispositions contraires ou identiques qui ont le même objet.

5 - Le présent arrêté abroge et remplace les dispositions de l'arrêté du 8 décembre 1998 réglementant l'ensemble des activités du site de LA TALAUDIERE.

## **ARTICLE DEUX**

**LES PRESCRIPTIONS DU PRÉSENT ARTICLE SONT APPLICABLES A L'ENSEMBLE DE L'ÉTABLISSEMENT**

### **1 - GÉNÉRALITÉS :**

#### **1.1 - Modification**

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments des dossiers de demande d'autorisation, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet de la LOIRE avec tous les éléments d'appréciation.

#### **1.2 - Accidents ou incidents**

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1 du Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement sera déclaré dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées.

Le responsable de l'établissement prendra les dispositions nécessaires pour qu'en toutes circonstances, et en particulier, lorsque l'établissement est placé sous la responsabilité d'un cadre délégué, l'Administration ou les services d'intervention extérieurs puissent disposer d'une assistance technique de l'exploitant et avoir communication d'informations disponibles dans l'établissement et utiles à leur intervention.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des raisons de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident tant que l'inspecteur des installations classées n'en a pas donné son accord et s'il y a lieu après autorisation de l'autorité judiciaire.

Un compte rendu écrit de tout accident ou incident sera conservé sous une forme adaptée.

#### **1.3 - Contrôles et analyses**

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées pourra demander en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et des analyses soient effectués par un organisme dont le choix sera soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire, pris au titre de la législation sur les installations classées ; les frais occasionnés par ces interventions seront supportés par l'exploitant.

#### **1.4 - Enregistrements, rapports de contrôle et registres**

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté seront conservés respectivement durant un an, deux ans et cinq ans à la disposition de l'inspecteur des installations classées qui pourra, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

### **1.5 - Consignes**

Les consignes prévues par le présent arrêté seront tenues à jour et portées à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être.

### **1.6 - Clôtures et gardiennage**

Le site sera entièrement clos et les accès seront fermés en dehors des heures de travail. L'exploitant organisera une surveillance des locaux et notamment des zones présentant des risques d'incendie, d'explosion ou de pollution accidentelle. A cette fin, une consigne sera établie sur la nature et la fréquence des contrôles que doit assurer le gardien.

### **1.7 - Cessation d'activité définitive**

Lorsque l'exploitant mettra à l'arrêt définitif une installation classée, il adressera au Préfet de LOIRE, dans les délais fixés à l'article 34-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Ce mémoire précisera les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement et devra comprendre notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux ainsi que des déchets présents sur le site,
- la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
- l'insertion du site de l'installation dans son environnement et le devenir du site,
- en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement,
- en cas de besoin, les modalités de mise en place de servitudes.

### **1.8 - Vente de terrains**

En cas de vente des terrains sur lesquels une installation soumise à autorisation a été exploitée, l'exploitant est tenu d'en informer par écrit l'acheteur.

### **1.9 - Rapport annuel d'activité**

Une fois par an, au cours du 1<sup>er</sup> trimestre calendaire, l'exploitant adressera au Préfet et au Maire de LA TALAUDIÈRE un rapport d'activité du centre relatif à l'année écoulée. Ce rapport devra être accompagné d'un dossier d'information établi dans les formes prévues par le décret n° 93.1410 du 29 décembre 1993.

### **1.10 - Commission locale d'information et de surveillance**

Une commission d'information et de surveillance réunissant les différents acteurs concernés (élus, associations, exploitant, administrations) sera mise en place.

La composition de cette commission et les modalités de son fonctionnement seront fixées par le Préfet.

### **1.11 - Étude de Sol - Traitement des zones polluées**

L'exploitant est tenu de réaliser un diagnostic approfondi et une étude détaillée des risques pour l'ensemble du site conformément au guide méthodologique version 0 de juin 2000 élaboré par le Ministère de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire en matière de gestion des sites pollués.

#### **Objectifs**

Pour réaliser cette étude, l'exploitant devra s'attacher les services d'un organisme qualifié à cet effet, dont le choix sera soumis à l'inspecteur des installations classées.

L'étude devra permettre d'évaluer l'impact du site sur la base d'une analyse des risques sur des cibles identifiées sur le site et dans son environnement immédiat, voire à plus longue distance en cas de risques importants vis à vis des milieux eaux superficielles et souterraines, et ainsi de définir les objectifs de réhabilitation qui permettront d'atteindre un niveau de risque acceptable pour l'usage préétabli du site et de son environnement.

#### **Contenu**

A l'issue du diagnostic approfondi et de l'évaluation détaillée des risques menés pour le site étudié, un rapport de synthèse des informations acquises et des résultats des évaluations sera remis à l'inspecteur des installations classées.

Ce rapport comprendra notamment les points suivants :

- la description du site dans son état actuel avec la localisation, l'identification et la caractérisation précise des sources de pollution,
- une présentation détaillée de la stratégie d'investigations,
- la description des campagnes d'échantillonnage et d'analyses,
- la justification du choix des cibles prises en considération pour les évaluations détaillées des risques (hommes, ressources en eaux, écosystèmes, biens matériels),
- les résultats des évaluations détaillées des risques pour chacune des cibles prises en considération, en précisant en particulier :
  - le choix des substances retenues,
  - les données toxicologiques utilisées,
  - la nature des sources d'exposition considérées dans le cadre de l'évaluation détaillée des risques pour la santé humaine,
  - les choix justifiés des scénarios d'exposition d'une part, des modèles retenus avec leurs hypothèses de calcul d'autre part,
  - les concentrations admissibles dans les milieux pour les différents scénarios étudiés.

- l'analyse détaillée des incertitudes,
- des conclusions et recommandations acceptées et validées par l'exploitant et portant sur la nécessité ou non d'une réhabilitation compte tenu de l'usage du site préétabli, la définition des objectifs de réhabilitation et le recensement des éventuelles actions complémentaires à engager dans le futur, notamment en terme de surveillance et de restrictions d'usage.

Un résumé non technique des études effectuées seront joint au rapport dont le contenu est détaillé ci -avant afin d'en faciliter la prise de connaissance par des personnes non averties. Celui-ci sera considéré comme public et pourra lui être communiqué sur simple demande.

### ***Echéancier***

Les prescriptions du présent arrêté devront respecter l'échéancier ci-dessous, à compter de sa notification :

- cahier des charges de l'étude : 1 mois,
- communication du rapport de l'étude diagnostic approfondie à l'inspecteur des installations classées et propositions pour l'évaluation détaillée des risques : 4 mois,
- communication du rapport de l'évaluation détaillée des risques : 9 mois.

### ***Frais***

Les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

## **2 - CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXPLOITATION :**

La plate-forme sera construite et exploitée conformément à la circulaire du 30 août 1985 sauf indication contraire explicitée dans le présent arrêté, en particulier les cuves de stockage pourront avoir un volume supérieur à 30m<sup>3</sup>.

### **2.1 - Définition des activités**

Les activités comprennent :

- le transit de déchets industriels liquides, solides et pâteux sans regroupement,
- le transit de déchets industriels liquides solides et pâteux avec regroupement, et/ou pré-traitement
- le transit de déchets industriels liquides avec pré-traitement.

Au sens du présent arrêté :

- l'installation de transit est une installation dont l'activité est soit le stockage, soit le regroupement de déchets en vue de leur élimination dans un centre de traitement ou dans un centre d'enfouissement technique contrôlé,
- le stockage est l'immobilisation provisoire de déchets, sans mélange de déchets avec un autre, avec ou sans transvasement,

- le regroupement est l'immobilisation provisoire avec mélange de déchets de provenances différentes mais de natures comparables et compatibles,
- le reconditionnement est l'opération qui conduit à la modification du conditionnement initial du déchet, avec ou sans regroupement,
- le pré traitement est l'opération qui conduit à la modification de la composition chimique ou des caractéristiques physiques du déchet, et qui nécessite un traitement complémentaire (valorisation ou incinération).

## **2.2 - Descriptions des installations**

Ces activités seront exercées dans les installations ci-après :

- une zone de stockage vrac comportant 16 citernes cylindriques verticales aériennes dans 5 cuvettes de rétention distinctes ;
- une fosse de binotage des résidus pâteux ;
- une zone de stockage de fûts et autres emballages sur palettes dans trois bâtiments couverts distincts comportant 7 travées, et un atelier de stockage et tri des déchets dangereux des ménages ;
- le tri des fûts et emballages, le dépotage des fûts, le traitement des fûts et le stockage des fûts vides seront également effectués dans des bâtiments couverts ;
- la zone de dépotage «vrac» sera couverte.

Outre les bureaux et un petit atelier, le site comportera :

- un laboratoire,
- une échantilloteuse,
- une aire, couverte, de lavage des véhicules,
- une bascule.

## **2.3 - Quantités de déchets pouvant être stockés en fonction de leur nature**

Huiles solubles et assimilés	$3 \times 75 \text{ m}^3 = 225 \text{ m}^3$
Solvants (transit avec traitement de déchets industriels compatibles)	$6 \times 60 \text{ m}^3 = 360 \text{ m}^3$
Pré traitement de concentrats huileux et hydrocarbures (additifs + décantation)	$2 \times 75 \text{ m}^3 = 150 \text{ m}^3$
Hydrocarbures prétraités	$3 \times 75 \text{ m}^3 = 225 \text{ m}^3$
Boues	$135 \text{ m}^3$ dont $30 \text{ m}^3$ de binotage
Déchets industriels liquides, solides ou pâteux conditionnés	342 palettes au sol

\* **NB** : Définition de l'unité de stockage exprimée en palette : les conditionnés sont rangés sur palettes pouvant recevoir :

- soit 4 fûts de 200 litres,
- soit 1 conteneur,
- soit 1 caisse palette de petits conditionnements,
- soit 9 bonbonnes de 30 litres,
- soit 1 big-bag.

## **2.4 - Déchets admissibles**

Ils sont listés dans l'**annexe 1** jointe au présent arrêté.

## **2.5 - Déchets interdits**

Tous autres produits que ceux visés à l'article 2.4 et, en particulier les produits suivants, ne seront pas acceptés sur la plate-forme :

- les gaz, y compris les gaz combustibles liquéfiés, (\*)
- les liquides particulièrement inflammables, (\*)
- les rebuts d'utilisation d'explosifs et les déchets à caractère explosif
- les produits radioactifs,
- les déchets de laboratoire concernés par la rubrique 18 de la nomenclature des déchets (\*)
- les déchets solides contaminés par des germes pathogènes provenant des établissements hospitaliers et assimilés,
- les peroxydes, (\*)
- les déchets contenant des polychlorobiphényles, (\*)
- et, d'une manière générale, tous déchets ou produits non identifiables ou non identifiés ou ne correspondant pas aux possibilités techniques du centre ou à celles des filières d'élimination.

Sont considérés par la Nomenclature des Installations Classées, comme liquides particulièrement inflammables, «l'oxyde d'éthyle, le sulfure de carbone et tous liquides dont le point d'éclair est inférieur à 0° C et dont la pression de vapeur à 35° est supérieure à 1013 millibars».

Les déchets marqués (\*) sont cependant admissibles en transit simple (sans regroupement ni pré traitement).



## **2.6- Autres activités**

Avant sa mise en œuvre, le traitement des fûts vides (broyage, pressage, etc...) fera l'objet de l'information prévue à l'article 20 du décret modifié n° 77.1133 du 21 septembre 1977 et, s'il y a lieu, d'une procédure complémentaire avant mise en service.

### ***Traitement des emballages souillés***

Les unités de traitement des emballages souillés consistent à trier les emballages suivant leur type et la nature du déchet qu'ils ont contenu, puis à orienter chaque emballage vers la filière de traitement adaptée.

L'unité de revalorisation matière consiste à effectuer les opérations suivantes :

- pompage de l'emballage
- lavage du contenant
- égouttage
- pressage du fût
- poinçonnage pour évacuer les résidus d'eau de lavage
- expédition vers un centre de revalorisation matière.

L'unité de broyage consiste en les opérations suivantes :

- pompage de l'emballage
- égouttage
- broyage
- expédition vers un centre d'incinération

## **2.7 - Admission des déchets**

### ***2.7.1- Principe :***

Aucun déchet ne pourra être reçu sur le centre s'il n'a pas fait l'objet d'une procédure d'acceptation préalable sauf circonstances exceptionnelles que l'exploitant devra être en mesure de justifier.

La procédure d'acceptation préalable a pour objet de déterminer pour un déchet d'un producteur donné :

- s'il peut être reçu sur le centre,
- les opérations qui lui seront appliquées sur le site,
- la ou les filières de traitement finales.

Hormis les échantillons, il est interdit à l'exploitant de recevoir des déchets qui ne seraient pas accompagnés du bordereau de suivi.

### **2.7.2- Identification et analyses préalables :**

Pour se prononcer sur l'acceptabilité d'un déchet, l'exploitant devra disposer au moins d'une fiche d'identification, dont il lui appartiendra de définir le modèle, dûment remplie et visée par le producteur. Cette fiche comprendra notamment l'origine et la nature du déchet, son mode de conditionnement, ses principales caractéristiques et les risques qu'il présente ; une codification de déchet conforme à la nomenclature nationale sera par ailleurs indiquée.

Si après examen des renseignements ci-dessus, l'exploitant les estime insuffisants pour prononcer l'admission, il devra procéder par lui-même ou faire procéder par le producteur à toutes les investigations nécessaires, y compris en cas de besoin en faisant analyser lui-même les échantillons qu'il aura réclamés au producteur.

Pour les déchets devant être prétraités, une vérification de la compatibilité du déchet avec la filière prévue sera effectuée.

### **2.7.3- Certificat d'acceptation :**

Quand l'exploitant aura jugé qu'il peut admettre les déchets, compte tenu notamment des prescriptions du présent arrêté, de l'équipement de son centre et des filières d'élimination dont il dispose, il notifiera par écrit au producteur son accord pour l'admission en lui délivrant un certificat d'acceptation numéroté. Ce document précisera la nature des opérations à effectuer, la (ou les) destination (s) finale (s) prévue (s) et la durée de validité du certificat qui pourra excéder deux ans.

Le renouvellement des certificats d'acceptation se fera à l'issue d'une nouvelle procédure d'acceptation.

### **2.7.4- Réception des déchets :**

#### **2.7.4.1- Consignes :**

L'exploitant établira une procédure écrite et rédigera des consignes définissant les modalités de réception des déchets. Cette procédure et ces consignes ainsi que leurs mises à jour seront tenues à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

#### **2.7.4.2- Examen du chargement :**

A l'arrivée des déchets sur le centre, les opérations suivantes seront conduites au poste de contrôle préalablement au déchargement :

- pesée des déchets,
- examen visuel du chargement,
- compatibilité du chargement avec le bordereau de suivi et avec le certificat d'acceptation préalable,
- contrôle de la radioactivité.

Le véhicule sera ensuite dirigé vers l'aire de déchargement correspondant à la nature prévue des déchets.

#### **2.7.4.3- Contrôle des déchets :**

Avant dépotage, l'exploitant sera tenu d'effectuer des analyses de contrôle. La nature et la fréquence de ces analyses dépendront du type de déchet, des quantités livrées et du traitement prévu.

L'exploitant prélèvera un échantillon par lot significatif d'un même producteur de tout arrivage et l'archivera deux mois.

#### **2.7.4.4- Etiquetage des fûts :**

Après identification et acceptation, les emballages seront étiquetés (ou marqués et rapidement ventilés sur les aires de stockage en attente de traitement, correspondant à la nature des produits contenus.

Les emballages devront comporter au minimum les informations suivantes :

- la nature du produit,
- le numéro d'acceptation,
- la date de réception,
- un code couleur correspondant à la filière de traitement prévu.

Toute indication qui pourrait prêter à confusion sur le contenu sera supprimée.

A défaut la référence informatisée devra permettre de retrouver ces informations.

#### **2.7.5- Refus de prise en charge :**

Tout refus de prise en charge d'un déchet sera signalé dans les meilleurs délais à l'Inspecteur des Installations Classées. A cet effet, l'exploitant précisera par écrit la date du refus, les références du producteur, la nature du déchet et son code, les références du transporteur, le conditionnement, la quantité, le motif de refus et le lieu de destination ultérieure.

#### **2.7.6- Contrôle inopinés :**

L'inspecteur des Installations Classées pourra procéder ou faire procéder à tout moment à des prélèvements et des analyses sur les déchets entrant sur le site.

Les frais de ces prélèvements et analyses seront à la charge de l'exploitant.

En tout état de cause, un contrôle inopiné mis en place, comportant six séances de prélèvements d'une durée minimale de quatre heures , fera l'objet d'une convention dont les termes seront soumis à l'Inspecteur des Installations Classées ainsi que le choix de l'organisme chargé des prélèvements et analyses.

#### **2.7.7- Dossier déchets :**

L'exploitant tiendra à jour et à disposition de l'Inspecteur des Installations Classées pour chaque client et pour chaque déchet autorisé, un dossier ou un enregistrement informatique où ils seront archivés :

- la fiche d'identification initiale ainsi que les analyses, qui auront pu être effectuées avant la délivrance de l'acceptation,

- le certificat d'acceptation préalable,
- les résultats des contrôles effectués lors des réceptions,
- les bordereaux de suivi,
- les observations faites sur les déchets et les incidents ou accidents auxquels ils auraient donné lieu.

Dans le cas d'enregistrements informatisés, une procédure détaillée concernant les synthèses informatisées de gestion de la totalité des mouvements des déchets sera mise en place. Cette procédure intégrera le mode de sauvegarde des informations et l'accès à ces informations ainsi que les délais de maintien des archives qui ne devront pas être inférieurs à 3 ans.

## **2.8- Expédition des déchets :**

### **2.8.1- Principe :**

Aucun lot de déchets ne pourra être expédié sur un centre de traitement ou un centre d'enfouissement technique qu'il n'a pas fait l'objet d'une procédure d'acceptation préalable sauf circonstances exceptionnelles que l'exploitant devra être en mesure de justifier.

Il est interdit à l'exploitant d'expédier des déchets qui ne seraient pas accompagnés du bordereau de suivi.

### **2.8.2- Consignes :**

L'exploitant établira une procédure écrite et rédigera des consignes définissant les modalités d'évacuation des déchets. Cette procédure et ces consignes ainsi que leurs mises à jour seront tenues à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

### **2.8.3- Echantillonnage :**

L'exploitant prélèvera un échantillon significatif de tout lot de déchets expédiés et l'archivera deux mois après leur départ.

### **2.8.4- Elimination :**

L'élimination des déchets, y compris ceux qui sont générés par l'établissement lui-même, devra être assurée dans des installations dûment autorisées à cet effet au titre du Code de l'Environnement (Titre 1er du Livre V ) relatif aux Installations Classées. L'exploitant devra être en mesure de justifier le respect de cette prescription.

- L'exploitant s'assurera en fonction de la nature des déchets que les filières de traitement retenues sont adaptées à une bonne élimination et définira, le cas échéant, le cahier des charges spécifique à l'élimination de certains de ces déchets en liaison avec l'éliminateur.

- L'Inspecteur des Installations Classées pourra interdire certains modes d'élimination entraînant des dangers ou inconvénients supérieurs à ceux présentés par d'autres procédés disponibles, soit prescrire la mise en œuvre de modalités particulières d'élimination.

#### **2.8.5- Contrôles des véhicules :**

L'exploitant s'assurera que les transporteurs, collecteurs dont il emploie les services, respectent les règles de l'art en matière de transport et que les véhicules sont notamment conformes aux prescriptions du règlement sur le transport des matières dangereuses et à toute réglementation spécifique en la matière. Il refusera tout véhicule ne présentant pas les garanties suffisantes pour la protection de l'environnement.

#### **2.8.6- Refus de prise en charge :**

Tout refus de prise en charge d'un lot de déchets prononcé par le destinataire sera signalé dans les meilleurs délais à l'Inspecteur des Installations Classées.

A cet effet, l'exploitant précisera par écrit la date du refus, la nature du déchet et son code, les références du transporteur, le conditionnement, la quantité, le motif de refus et les dispositions prises pour remédier au problème rencontré.

#### **2.8.7- Contrôles inopinés :**

L'Inspecteur des Installations Classées pourra procéder ou faire procéder à tout moment à des prélèvements et des analyses sur les déchets stockés sur le site en attente de leur expédition.

Les frais de ces prélèvements et analyses seront à la charge de l'exploitant.

#### **2.8.8- Dossier déchets :**

L'exploitant tiendra à jour et à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées, pour chaque filière de traitement, un dossier ou un enregistrement informatique où seront archivés :

- le dossier d'acceptation préalable établi contractuellement avec le destinataire,
- les résultats des contrôles effectués par l'exploitant sur les lots expédiés,
- les bordereaux de suivi,
- les observations formulées par le destinataire et les incidents ou accidents auxquels ils auraient donné lieu sur le centre de traitement.

## **2.9- Comptabilité des déchets et information des producteurs et éliminateurs:**

L'ensemble des registres cités ci-après vise à assurer une gestion claire et transparente des déchets reçus sur le centre. Afin de faciliter leur tenue et leur mise à jour journalière, un système informatisé de type «code barre» ou équivalent sera mis en place dans les meilleurs délais et devra permettre d'identifier tout conditionnement de déchets présent sur le centre.

### **2.9.1- Activités de transit et de regroupement :**

L'exploitant tiendra à jour les registres suivants :

#### **2.9.1.1- Registre des entrées :**

Chaque réception de déchets fera l'objet d'un enregistrement précisant :

- la date d'arrivée,
- le numéro d'acceptation,
- les références du producteur,
- la nature du déchet complété avec le code de la nomenclature nationale,
- la quantité du déchet,
- les références du transporteur,
- le conditionnement (type et nombre),
- les résultats des tests ou analyses de réception (ou la référence de la fiche d'analyse),
- le lieu de stockage et la destination finale du déchet.

#### **2.9.1.2- Registre des sorties :**

Chaque sortie de déchet fera l'objet d'un enregistrement précisant :

- la date de sortie,
- la nature du déchet complété avec le code de la nomenclature nationale,
- la quantité,
- les références du transporteur,
- le conditionnement (type et nombre),
- les références de l'éliminateur destinataire,
- l'origine de chaque déchet composant le chargement,
- les éventuels incidents.

#### **2.9.1.3- Registre d'opération ou journal :**

Pour tout regroupement de déchets, l'exploitant notera :

- la date,
  - la nature,
  - la quantité et l'origine des déchets mélangés,
- et tiendra une comptabilité précise de la gestion des cuves.

**2.9.1.4-** A la réception des déchets, l'exploitant visera le bordereau de suivi de déchets industriels.

### **2.9.2- Activités de pré traitement :**

L'exploitant tiendra à jour les registres suivants :

### **2.9.2.1- Registre des entrées :**

Chaque réception de déchets fera l'objet d'un enregistrement précisant :

- la date d'arrivée,
- le numéro d'acceptation,
- les références du producteur,
- la nature du déchet complété avec le code de la nomenclature nationale,
- la quantité du déchet,
- les références du transporteur,
- le conditionnement (type et nombre),
- les résultats des tests ou analyses de réception (ou la référence de la fiche d'analyse),
- le lieu de stockage, le mode de prétraitement et la destination finale envisagée du déchet.

### **2.9.2.2- Registre des sorties :**

Chaque sortie de déchet fera l'objet d'un enregistrement précisant :

- la date de sortie,
- la nature du déchet complété avec le code de la nomenclature nationale,
- la quantité du chargement,
- les références du transporteur,
- les références de l'éliminateur destinataire,
- le mode de pré traitement,
- les éventuels incidents.

### **2.9.2.3- Registre d'opération ou journal :**

Chaque opération effectuée sur les déchets sera notée. La cohérence en terme de bilan en matière des déchets entrées et sorties sera vérifiée par l'exploitant.

**2.9.2.4-** Les opérations de pré traitement au sens du point 2.1 susvisé seront limitées aux déchets devant faire l'objet d'un traitement final dans les installations classées régulièrement autorisées au titre de la rubrique 167 c ou les installations de valorisation autorisées.

**2.9.2.5** – Pour les opérations de pré traitement qui ne permettent pas l'attribution d'identités initiales aux déchets sortants. Conformément à l'article 4 de l'arrêté du 4 janvier 1985, l'origine des déchets initiaux n'est pas spécifiée sur le bordereau émis par l'exploitant pour des déchets issus des opérations de pré-traitement.

**2.9.3** - L'exploitant adressera à l'Inspecteur des Installations Classées une copie des registres visés ci-dessus dans le mois suivant la fin de chaque trimestre calendaire.

**2.9.4** - L'exploitant mettra en œuvre des outils de gestion permettant une exploitation informatique des registres et une communication de ceux-ci, sous forme de fichiers informatiques exploitables, à l'administration de contrôle.

### **3 - BRUIT ET VIBRATIONS**

**3.1** - Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon à ce que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

**3.2** - Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.(copie ci-jointe).

**3.3** - Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent être conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué.

**3.4** - L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs sonores, haut-parleurs,...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

#### **3.5- Niveaux de bruits limites en (dB(A))**

Le tableau ci-après fixe :

- Les niveaux limites de bruit à ne pas dépasser en limite de propriété pour les différentes périodes de la journée
- les émergences maximales admissibles dans les zones à émergence réglementée telles que définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

<b>Période</b>	<b>Niveaux limites admissibles</b>	<b>Emergences admissibles</b>
Jour : 7h00 à 22h00 sauf dimanches et jours fériés	60 dB(A)	+ 5 dB(A)
Nuit : 22h00 à 6h et dimanches et jours fériés	50 dB(A)	+ 3 dB(A)

**3.6** – La mesure des émissions sonores est faite selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997.

L'inspecteur des installations classées pourra imposer à l'exploitant de faire réaliser, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées.



**3.7** - Les machines fixes susceptibles d'incommoder le voisinage par des trépidations sont isolées par des dispositifs antivibratoires efficaces. La gêne éventuelle est évaluée conformément aux règles techniques annexées à la circulaire 86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

## **4 - POLLUTION ATMOSPHERIQUE**

### **4.1. - Généralités**

Les installations doivent être conçues, implantées, exploitées et entretenues de manière à limiter les émissions à l'atmosphère. Ces installations doivent, dans toute la mesure du possible, être captées à la source, canalisées et traitées si besoin est, afin que les rejets soient conformes aux dispositions du présent arrêté.

### **4.2 – Pollutions accidentelles**

Les dispositions appropriées seront prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publiques. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devront être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur facilité.

### **4.3 – Installations de traitement**

Les installations de traitement des effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

### **4.4 – Conduits d'évacuation**

La forme des conduits d'évacuation à l'atmosphère, notamment dans la partie la plus proche du débouché, doit être conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la diffusion des effluents rejetés en fonctionnement normal des installations.

#### **4.5 – Installations de combustion**

Les installations de combustion sont remplacées par des appareils de production de chaleur utilisant comme énergie l'électricité. Le site ne contient plus dans son périmètre de conduite de transport de gaz dans l'objectif de réduire les risques incendie.

#### **4.6 – Contrôle à l'émission**

L'inspecteur des installations classées pourra demander, à tout moment, la réalisation de prélèvements et analyses des effluents gazeux émis à l'atmosphère.

Les frais de ces opérations seront à la charge de l'exploitant.

Le bilan des émissions des composés organiques volatils de l'ensemble du site, établi en 2002 sera mis à jour dans les deux ans et transmis à l'inspecteur des installations classées.

### **5 – POLLUTION ACCIDENTELLE DES EAUX**

#### **5.1 – Alimentation en eau**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération et le lavage des effluents gazeux en circuit ouvert sont interdits.

#### **5.2- Alimentation en eau**

##### ***5.2.1- Prélèvements***

Les points et conditions de prélèvement des eaux dans le milieu naturel industriel pour usage , hors réseau incendie, sont interdits.

##### ***5.2.2- Protection des eaux***

En cas de raccordement sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de dis connexion.

### **5.2.3 - Dispositif de mesures**

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.

### **5.3- Collecte des effluents liquides**

Les réseaux de collecte des effluents séparent les eaux pluviales et les eaux non polluées des diverses catégories d'eaux polluées.

Un plan des réseaux de collecte des effluents doit être établi et régulièrement mis à jour.

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Les égouts devront être étanches et leur tracé devra en permettre le curage. Leurs dimensions et les matériaux utilisés pour leur réalisation devront permettre une bonne conservation de ces ouvrages dans le temps. Lorsque cette condition ne peut être respectée en raison des caractéristiques des produits transportés, ils devront être visitables ou explorables par tout autre moyen. Les contrôles de leur bon fonctionnement effectués selon une périodicité annuelle donneront lieu à compte rendu écrit.

### **5.4 - Traitement des effluents liquides**

#### **5.4.1 - Eaux vannes**

Les eaux vannes des sanitaires et des lavabos seront traitées en conformité avec les règles sanitaires en vigueur.

#### **5.4.2 - Eaux pluviales**

Les eaux de ruissellement provenant des aires susceptibles de recevoir accidentellement des hydrocarbures, des produits chimiques et autres polluants, doivent être traitées avant rejet par des dispositifs capables de retenir ces produits.

De plus, lorsque le ruissellement des eaux pluviales sur des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméables est susceptible de présenter un risque particulier d'entraînement de pollution par lessivage des toitures, sols, aires de stockage, etc... ou si le milieu naturel est particulièrement sensible, un réseau de collecte des eaux pluviales est aménagé et raccordé à un (ou plusieurs) bassin(s) de confinement capable(s) de recueillir le premier flot des eaux pluviales (soit 10 mm d'eau).

Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si nécessaire après traitement approprié. Leur rejet est étalé dans le temps en tant que de besoin en vue de respecter les valeurs limites en concentration fixées par le présent arrêté.

### **5.4.3 - Eaux industrielles résiduelles issues des nettoyages**

Les eaux résiduelles proviennent des activités suivantes : eaux de lavage des camions, des fûts, eaux du laboratoire, égouttures et effluents de lavage récupérés dans les diverses unités : sols, puisards, poste de dépotage....

Les installations de traitement sont correctement conçues, exploitées, surveillées et entretenues. La dilution des effluents ne doit en aucun cas, constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

**5.4.3.1.** Tout rejet dans le sol et dans le réseau collectif d'assainissement d'eaux résiduelles industrielles, même traitées, direct ou indirect, total ou partiel, est interdit.

**5.4.3.2.** Ces effluents seront traités comme des déchets et éliminés dans des installations collectives habilitées à cet effet.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications concernées.

### **5.4.4. Eaux de refroidissement**

Les eaux servant au refroidissement ou au chauffage de produits toxiques devront obligatoirement circuler en circuit fermé.

## **5.5 - Qualité des effluents**

**5.5.1** - Les effluents ne devront pas comporter des substances nocives dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson en aval du point de rejet.

Ils ne devront pas provoquer de coloration notable du milieu récepteur.

**5.5.2** - Les valeurs limites des rejets aqueux : débit, concentration et flux, sont fixées dans l'annexe 3 du présent arrêté, qui précise en outre les modalités des contrôles (périodicité, transmission des mesures à l'inspection des installations classées).

## **5.6 - Conditions de rejet**

**5.6.1** - A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

**5.6.2** - Les rejets directs ou indirects dans les eaux souterraines sont interdits selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

**5.6.3** - Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

## **5.7 – Points de rejets**

**5.7.1** – Les points de rejet des eaux résiduaires au réseau de collecte d'eaux pluviales de la zone d'activité non raccordé à une station d'épuration devront être conçus pour isoler les eaux pluviales de toiture du rejet des autres effluents.

**5.7.2** – Le raccordement au réseau d'assainissement collectif se fera en accord avec le gestionnaire du réseau ; une convention préalable sera passée.

**5.7.3** – Les dispositifs de rejets devront être aisément accessibles et aménagés de manière à permettre l'exécution de prélèvements dans de bonnes conditions.

## **5.8 - Surveillance des rejets**

Afin de vérifier le respect des valeurs limites fixées par le présent arrêté, les points de rejet sont équipés de dispositifs permettant de réaliser, de façon sûre, accessible et représentative :

- des prélèvements d'échantillons,
- des mesures directes.

### ***Conservation des échantillons, limitations des analyses, contrôle des eaux pluviales***

Par période de 24 heures est prélevé un échantillon de 4 litres au moins, représentatif des caractéristiques moyennes de l'effluent rejeté durant cette période ; cet échantillon est conservé à 4° C pendant 7 jours, à la disposition de l'inspection des installations classées, dans un récipient fermé sur lequel sont portées les références du prélèvement.

A la demande de l'exploitant et après accord de l'inspection, on pourra limiter les analyses aux dosages des éléments les plus caractéristiques de la pollution émise par l'établissement.

Eaux pluviales : Nonobstant les contrôles prévus ci-dessus, un prélèvement annuel est effectué sur les eaux pluviales; les éléments à analyser sont fixés d'un commun accord entre l'exploitant et l'inspection.

## **5.9 - Prévention des pollutions accidentelles**

**5.9.1** - L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux ou des sols.

### **5.9.2- Stockages**

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Les capacités de rétention sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résistent à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leur dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les produits récupérés dans les rétentions en cas d'accident, ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés et, pour les liquides inflammables, dans les conditions définies dans l'arrêté ministériel du 22 juin 1998.

### **5.9.3 - Manipulation et transfert**

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

La manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les canalisations de fluides dangereux ou insalubres sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir, elles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

#### 5.9.4.- Bassin de confinement

Les installations comportant des stockages de produits ou substances visées par l'annexe II de l'article 12 arrêté 2 février 98 en quantité supérieure à 20 tonnes sont équipées d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent.

Ce bassin doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. Il aura une capacité minimale de 150 m<sup>3</sup>. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin traitement approprié. Leur rejet doit respecter les valeurs limites en concentration fixées par le présent arrêté.

Le bassin doit être maintenu, en temps normal, au niveau le plus bas techniquement admissible.

#### 5.10 - Conséquences des pollutions accidentelles

En cas de pollution accidentelle, l'exploitant doit être en mesure de fournir les renseignements dont il dispose, permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune et la flore ainsi que les ouvrages exposés à cette pollution.

Ces renseignements concernent notamment

- la toxicité et les effets des produits rejetés,
- leur évolution et conditions de dispersion dans le milieu naturel,
- la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux,
- les méthodes de destruction des polluants à mettre en œuvre,
- les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune, ou la flore exposées à cette pollution,
- les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses.

#### 5.11 - Surveillance des effets dans l'environnement

##### 5.11.1 - Eaux de surface

L'exploitant réalise ou fait réaliser des prélèvements en aval de son rejet en s'assurant qu'il y ait un bon mélange de son effluent avec les eaux du cours d'eau et fait des mesures des différents polluants rejetés en quantité notable par son installation à une fréquence au moins trimestrielle (cf. art 64. arrêté 2 février 1998).

*prescription considérée comme exagérée.*

*→ à modifier  
rejet ds le réseau de  
St Etienne Métropole*

Pour les rejets de substances susceptibles de s'accumuler dans l'environnement, l'exploitant réalise ou fait réaliser au moins une fois par an des prélèvements et des mesures dans les sédiments, la flore et la faune aquatique.

Ces dispositions peuvent être étendues aux rejets d'autres substances ou à des rejets inférieurs à ces seuils lorsque la nature de l'activité ou les conditions locales le rendent nécessaire.

Les résultats de ces mesures sont envoyés à l'inspection des installations classées dans un délai maximum d'un mois après la réalisation des prélèvements.

### **5.11.2 - Eaux souterraines**

Les installations présentant un risque notable de pollution des eaux souterraines, les dispositions suivantes sont mises en place :

- deux puits, au moins, sont implantés en aval de l'usine ; la définition du nombre de puits et de leur implantation est faite à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique,
- deux fois par an, au moins, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe,
- l'eau prélevée fait l'objet de mesures des principales substances susceptibles de polluer la nappe compte tenu de l'activité de l'installation. Les résultats de mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Toute anomalie lui est signalée dans les meilleurs délais.

Des piézomètres supplémentaires seront mis en place en fonction des résultats de l'Etude Détaillée des Risques, si nécessaire.

## **6 – SÉCURITÉ :**

### **6.1 - Dispositions générales**

#### **6.1.1 - Contrôle de l'accès**

Des dispositions matérielles et organisationnelles (clôture, fermeture à clef, gardiennage,...) interdisent l'accès libre aux installations, notamment en dehors des heures de travail.

#### **Clôture, gardiennage, astreinte**

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

Un gardiennage est assuré en permanence. En dehors des heures de travail, des rondes de surveillance sont organisées. L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles que doit assurer le gardien.

Le personnel de gardiennage est familiarisé avec les installations et les risques encourus, et reçoit à cet effet une formation particulière.



Il est équipé de moyens de communication pour diffuser l'alerte.

Le responsable de l'établissement prend les dispositions nécessaires pour que lui-même ou une personne déléguée, techniquement compétente en matière de sécurité, puisse être alertée et intervenir rapidement sur les lieux y compris durant les périodes de gardiennage.

### **6.1.2 - Localisation des risques et zones de sécurité**

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties des installations qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, ainsi que des procédés utilisés, sont susceptibles d'être à l'origine de sinistres pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'environnement.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties, dites zones de sécurité, la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques). Il tient à jour un plan de ces zones.

Les zones de sécurité sont signalées et la nature du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée des zones et si nécessaire rappelées à l'intérieur.

En particulier dans les zones de risques incendie et atmosphère explosible, l'interdiction permanente de fumer ou d'approcher avec une flamme doit être affichée.

Sauf dispositions compensatoires, tout bâtiment comportant une zone de sécurité est considéré dans son ensemble comme zone de sécurité.

#### **Zone de risque d'atmosphère explosive - Définition et délimitation**

Les zones de risque explosion comprennent les zones où un risque d'atmosphère explosive peut apparaître, soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal de l'établissement, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Elles comprennent les zones de type I et II telles que définies par les règles d'aménagement des dépôts d'hydrocarbures liquides et liquéfiés (arrêté du 9 novembre 1972).

Les installations comprises dans les zones de risque d'atmosphère explosible sont conçues ou situées de façon à limiter les risques d'explosion et à en limiter les effets, en particulier de façon à éviter les projections de matériaux ou objets divers à l'extérieur de l'établissement.

#### **Surveillance et détection dans les zones de sécurité**

Les zones de sécurité sont munies de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité dépendent de la nature de la prévention des risques à assurer.

La surveillance d'une zone de sécurité ne doit pas reposer que sur un seul point de détection.

L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable prenant en compte notamment la nature et la localisation des installations, les conditions météorologiques, les points sensibles de l'établissement et ceux de son environnement.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, et déterminera les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité.

Les détecteurs et leurs systèmes de transmission et de traitement de l'information sont alarmés en cas de défaillance. Alimentation et transmission du signal sont à sécurité positive.

En plus des détecteurs fixes, le personnel dispose de détecteurs portatifs maintenus en parfait état de fonctionnement et accessibles en toute circonstance.

#### Détection incendie :

Les locaux comportant des zones de risques incendie sont équipés d'un réseau de détection incendie ou de tout autre système de surveillance approprié.

Tout déclenchement du réseau de détection incendie entraîne une alarme sonore et lumineuse.

#### Détection gaz :

En complément des prescriptions générales sur la détection, les détecteurs gaz sont du type à deux seuils d'alarme fonction d'un pourcentage de la limite inférieure d'explosivité des atmosphères explosives qui risquent de se former. Lorsque celles-ci comportent des produits différents, l'étalonnage est effectué à partir de la limite inférieure d'explosivité du produit le plus sensible présent.

#### Détection fuite toxique

L'ensemble fixe de détection est disposé de façon à assurer à la fois:

- une détection au plus près des sources potentielles de fuites, de façon à repérer les anomalies sans conséquence notable sur le voisinage de l'unité (détecteurs de proximité),
- une détection en périphérie de la zone à surveiller, caractérisant une forte fuite (détecteurs d'ambiance).

### **6.1.3 - Conception des bâtiments et des installations**

Les bâtiments et locaux, abritant les installations, sont construits, équipés et protégés en rapport avec la nature des risques présents, tels que définis précédemment. Les matériaux utilisés sont adaptés aux produits utilisés de manière en particulier à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Les bâtiments présentent la caractéristique de résistance au feu suivante: 2 heures pour les structures principales.

#### **Conception particulière aux bâtiments inclus dans les zones de sécurité: dégagements, ventilation, désenfumage**

##### Isolement par rapport aux tiers

Les zones de risques incendie seront isolées des constructions voisines occupées ou habitées par des tiers :

- soit par un mur plein coupe feu deux heures dépassant la couverture la plus élevée d'au moins un mètre,
- soit par un espace libre d'au moins huit mètres.

##### Dégagements

Les bâtiments et unités, couverts ou en estacade extérieure, concernés par une zone de sécurité, sont aménagés de façon à permettre l'évacuation rapide du personnel et l'intervention des équipes de secours en toute sécurité.

### Ventilation

En fonctionnement normal, les locaux sont ventilés convenablement, de façon à éviter toute accumulation de gaz ou vapeurs inflammables ou toxiques.

### Désenfumage

Les structures fermées sont conçues pour permettre l'évacuation des fumées et gaz chauds afin de ne pas compromettre l'intervention des services de secours. Si des équipements de désenfumage sont nécessaires, leur ouverture doit pouvoir se faire pour le moins manuellement, par des commandes facilement accessibles en toutes circonstances et clairement identifiées.

### **Poussières inflammables**

L'ensemble de l'installation est conçu de façon à limiter les accumulations de poussières inflammables hors des dispositifs spécialement prévus à cet effet. Lorsque ce risque d'accumulation existe néanmoins, l'installation est munie de dispositifs permettant un nettoyage aisé. Ce nettoyage doit être effectué régulièrement. Des mesures particulières d'inertage doivent être prises pour la manipulation de poussières inflammables lorsqu'elles sont associées à des gaz ou vapeurs inflammables. Tout stockage de matières pulvérulentes inflammables ou explosibles est équipé d'un dispositif d'alarme de température ou tout autre paramètre significatif lorsqu'une augmentation de celle-ci risque d'entraîner des conséquences graves.

### **Comportement au feu des structures métalliques**

Les éléments porteurs des structures métalliques doivent être protégés de la chaleur, lorsque leur destruction est susceptible d'entraîner une extension anormale du sinistre, ou peut compromettre les conditions d'intervention.

### **Conception des installations**

Les installations et appareils qui nécessitent au cours de leur fonctionnement une surveillance ou des contrôles fréquents sont disposés ou aménagés de telle manière que ces opérations de surveillance puissent être faites aisément. Les appareils de fabrication, lorsqu'ils restent chargés de produits dangereux en dehors des périodes de travail, doivent porter la dénomination de leur contenu et le symbole de danger correspondant.

### **Équipements abandonnés**

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les unités. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation. Les bâtiments ou installations désaffectés sont également débarrassés de tout stock de produits dangereux et démolis au fur et à mesure des disponibilités. Une analyse détermine les risques résiduels pour ce qui concerne l'environnement (sol, eau, air,...). Des opérations de décontamination sont, le cas échéant, conduites.

### **6.1.4 - Règles de circulation**

Les voies de circulation et les accès aux bâtiments et aires de stockage sont dimensionnés, réglementés et maintenus dégagés, notamment pour permettre l'accès et l'intervention des services de secours.

### 6.1.5 - Matériel électrique

L'installation électrique et le matériel électrique utilisés sont appropriés aux risques inhérents aux activités exercées.

Les installations électriques sont conçues, réalisées et contrôlées conformément aux textes et normes en vigueur dont le décret modifié n° 88-1056 du 14 novembre 1988.

En outre dans les zones de risque d'apparition d'atmosphère explosible, préalablement définies par l'exploitant, le matériel électrique sera conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980.

#### Alimentation électrique de secours

Toute installation ou appareillage conditionnant la sécurité doit pouvoir être maintenu en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale.

Il est prévu une alimentation électrique de secours ou de remplacement. En cas de risque aggravé de défaillance de l'alimentation principale, en particulier résultant de conditions météorologiques extrêmes (risque de foudre, températures extrêmes, etc.) on s'assure pour le moins de la disponibilité immédiate de l'alimentation de secours.

**6.1.6** - Les équipements métalliques contenant ou véhiculant des produits inflammables ou explosibles sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles.

#### Protection contre l'électricité statique et les courants de circulation

Toutes précautions sont prises pour limiter l'apparition de charges électrostatiques et assurer leur évacuation en toute sécurité ainsi que pour protéger les installations des effets des courants de circulation. Les dispositions constructives et d'exploitation suivantes sont notamment appliquées :

- limitation des vitesses d'écoulement des fluides inflammables peu conducteurs et des poussières inflammables ;
- utilisation lorsque cela est possible d'additifs antistatiques ;
- limitation de l'usage des matériaux isolants susceptibles d'accumuler des charges électrostatiques ;
- continuité électrique et mise à la terre des éléments conducteurs constituant l'installation ou utilisés occasionnellement pour son exploitation (éléments de construction, conduits, appareillages, supports, réservoirs mobiles, outillages,...).

### 6.1.7- Protection contre la foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre pourrait être à l'origine d'événements susceptibles de porter atteinte, directement ou indirectement à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement doivent être protégées contre la foudre selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993.

#### Prévision de la foudre

L'exploitant dispose d'un système d'alerte sur le risque local et imminent de chute de la foudre. Une consigne de sécurité est spécifique à ce risque sur les installations.

## **6.2 - Exploitation des installations**

### **6.2.1 - Produits dangereux - Connaissance et étiquetage.**

La nature et les risques présentés par les produits dangereux présents dans l'établissement sont connus de l'exploitant et des personnes les manipulant, en particulier les fiches de sécurité sont à leur disposition.

Les quantités de ces produits sont limitées au strict nécessaire permettant une exploitation normale.

Dans chaque installation ou stockage (réacteurs, réservoirs, fûts, entrepôts...) leur nature et leur quantité présentes sont connues et accessibles à tout moment, en particulier l'étiquetage réglementaire est assuré.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles entre eux, ne sont pas associés à une même rétention.

#### **Connaissance des produits, mesure des niveaux**

Les dispositions nécessaires sont prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux éléments des fiches de sécurité ou aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

Toutes dispositions sont prises pour, qu'à tout moment les informations concernant la nature et la quantité des produits présents sur le site soient connues et accessibles ; en particulier le niveau de liquide dans les réservoirs sera pour le moins mesuré.

Les réservoirs fixes sont équipés d'une alarme de niveau haut, locale ou reportée, déclenchant une action manuelle et/ou automatique arrêtant le remplissage.

### **6.2.2 - Surveillance et conduite des installations**

L'exploitation des installations doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite des installations et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés ainsi que des procédés mis en œuvre.

#### **Arrêts d'urgence**

Les opérateurs doivent avoir la connaissance immédiate de la valeur des paramètres permettant d'apprécier toute dérive par rapport aux conditions normales et sûres de l'exploitation.

- **Dispositif de conduite**

Le dispositif de conduite des unités est centralisé en salle de contrôle.

Le dispositif de conduite comporte la mesure et l'enregistrement en continu des paramètres significatifs de la sécurité des installations.

- **Dispositif d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité**

Chaque installation doit pouvoir être arrêtée en urgence et mise en sécurité en cas de nécessité telle que :

- déclenchement des alarmes associées aux systèmes de détection,
- dérive du procédé au-delà des limites fixées incident ou accident dans l'unité, dans son environnement ou dans l'établissement.

Ce dispositif d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité prend en charge les différentes actions nécessaires à cette mise en sécurité de l'installation:

- automatiquement,
- et/ou par action manuelle sur des commandes de type "coup de poing" déclenchant des séquences automatiques d'arrêt d'urgence ou des actions directes sur les équipements concourant à la mise en sécurité.

### **6.2.3 - Consignes d'exploitation**

Les opérations dangereuses, font l'objet de consignes écrites, mises à disposition des opérateurs.

Ces consignes traitent de toutes les phases des opérations (démarrage, marche normale, arrêt de courte durée ou prolongée, opérations d'entretien).

Elles précisent :

- les modes opératoires,
- la nature et la fréquence des contrôles permettant aux opérations de s'effectuer en sécurité et sans effet sur l'environnement,
- les instructions de maintenance et nettoyage,
- les mesures à prendre en cas de dérive,
- les procédures de transmission des informations nécessaires à la sécurité pour les opérations se prolongeant sur plusieurs postes de travail.

### **6.2.4 - Consignes de sécurité**

Des consignes écrites, tenues à jour et affichées dans les installations, indiquent les moyens à la disposition des opérateurs (nature, emplacement, mode d'emploi ) pour :

- donner l'alerte en cas d'incident,
- mettre en œuvre les mesures immédiates de lutte contre l'incendie ou de fuite de produit dangereux,
- déclencher les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations.

Ces consignes précisent également :

- les contraintes spécifiques à chaque installation ou zone concernée définies précédemment.

### **6.2.5 - Travaux**

Sauf pour les opérations d'entretien prévues par les consignes, tous travaux de modification ou de maintenance dans ou à proximité des zones à risque inflammable toxique ou explosible, font l'objet d'un permis de travail, et éventuellement d'un permis de feu, délivrée par une personne autorisée.

Ce permis précise :

- la nature des risques,
- la durée de sa validité,
- les conditions de mise en sécurité de l'installation,
- les contrôles à effectuer, avant le début, pendant et à l'issue des travaux,
- les moyens de protections individuelles et les moyens d'intervention à la disposition du personnel (appartenant à l'établissement ou à une entreprise extérieure) effectuant les travaux.

### **Travaux**

Tous travaux d'extension, modification, ou maintenance dans les installations ou à proximité, sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation, les dispositions de surveillance à adopter. Ce dossier est validé par la hiérarchie.

Ces travaux ne peuvent s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant.

Tous travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

A l'issue des travaux, une réception est réalisée pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier ; la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.

Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple, et réalisées par le personnel de l'établissement, peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

### **Nouvelles unités ou fabrications**

Les opérations de lancement de nouvelles fabrications, le démarrage de nouvelles unités ainsi que le redémarrage après un événement ayant provoqué l'arrêt de l'unité, sont assurées par un personnel renforcé, notamment au niveau de l'encadrement.

La mise en service de nouvelles unités est précédée d'une réception des travaux attestant que les installations sont aptes à être utilisées.

#### **6.2.6 - Vérifications périodiques**

Les installations, appareils ou stockages, contenant ou utilisant des produits dangereux, ainsi que les dispositifs de sécurité et les moyens d'intervention, font l'objet des vérifications périodiques réglementaires ou de toute vérification complémentaire appropriée. Ces vérifications sont effectuées par une personne compétente, nommément désignée par l'exploitant ou par un organisme extérieur.

### **6.3 - Moyens d'intervention**

L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie, appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur.



Ces moyens se composent :

- d'extincteurs à eau pulvérisée (ou équivalent) permettant d'assurer une capacité d'extinction égale ou supérieure à celle d'un appareil 21 A pour 250m<sup>2</sup> de superficie à protéger (minimum de deux appareils par atelier, magasin, entrepôt...),
  - d'extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques,
  - d'extincteurs à poudre (ou équivalent), type 55 B près des installations de liquides et gaz inflammables,
  - de canons à mousse mobiles avec leur réserve d'émulseurs (compatibles avec les produits stockés). Les extincteurs et les canons à mousse seront placés en des endroits signalés et rapidement accessibles en toutes circonstances,
- de poteaux d'incendie normalisés.

9 L'exploitant devra pouvoir justifier à tout moment qu'il dispose d'une quantité suffisante d'émulseurs et des moyens nécessaires pour la mise en œuvre des canons à mousse pour agir sur un feu concernant la plus grande cuvette de rétention pendant 1 heure.

Les bâtiments abritant les aires de stockage de produits inflammables, les unités de mélange et leurs annexes, seront équipés d'un réseau de détecteurs incendie judicieusement placés.

Les modalités de réalisation feront l'objet d'une étude réalisée avant la mise en service des installations. Les conclusions de cette étude précisant les dispositions retenues seront transmise à l'Inspecteur des Installations Classées.

Tout déclenchement du réseau de détection entraînera une alarme (sonore et lumineuse) localement et au niveau du service de gardiennage (en dehors des périodes de travail).

### **Equipe de sécurité**

L'établissement dispose d'un service de sécurité placé sous l'autorité directe du directeur de l'établissement ou de l'un de ses adjoints.

Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, doivent pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.

### **Alerte interne**

Le système d'alerte interne et ses différents scénarios est défini dans un dossier d'alerte.

Un réseau d'alerte interne à l'établissement collecte sans délai les alertes émises par le personnel à partir des postes fixes et mobiles, les alarmes de danger significatives, les données météorologiques disponibles si elles exercent une influence prépondérante, ainsi que toute information nécessaire à la compréhension et à la gestion de l'alerte.

Il déclenche les alarmes appropriées (sonores, visuelles et autres moyens de communication) pour alerter sans délai les personnes présentes dans l'établissement sur la nature et l'extension des dangers encourus.

Les postes fixes permettant de donner l'alerte sont répartis sur l'ensemble du site de telle manière qu'en aucun cas la distance à parcourir pour atteindre un poste à partir d'une installation ne dépasse cent mètres.

Un ou plusieurs moyens de communication internes (lignes téléphoniques, réseaux,...) sont réservés exclusivement à la gestion de l'alerte.

Une liaison spécialisée est prévue avec le centre de secours retenu au P.O.I.



### **Accès de secours extérieurs**

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables,...) pour les moyens d'intervention.

### **P.O.I.**

Un plan d'opération interne (P.O.I.) est établi suivant la réglementation en vigueur. Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident pour protéger le personnel, les populations et l'environnement. Il est remis à jour chaque année, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants. Un exercice annuel est réalisé en liaison avec les sapeurs pompiers pour tester le P.O.I. L'inspecteur des installations classées est informé de la date retenue pour cet exercice. Le compte rendu lui est adressé.

L'exploitant met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I.

En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I. jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan particulier d'intervention par le préfet (P.P.I.).

Il prend en outre à l'extérieur de l'usine les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement.

## **6.4 - Protections individuelles**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présents dans l'établissement et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité des lieux d'utilisation. Ces matériels sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement.

### **Protections individuelles**

Des masques ou appareils respiratoires d'un type correspondant au gaz ou émanations toxiques sont mis à disposition de toute personne :

- de surveillance,
- ou ayant à séjourner à l'intérieur des zones toxiques.

Ces protections individuelles sont accessibles en toute circonstance et adaptées aux interventions normales ou dans des circonstances accidentelles.

Une réserve d'appareils respiratoires d'intervention (dont des masques autonomes isolants) est disposée dans au moins deux secteurs protégés de l'établissement et en sens opposé selon la direction des vents, compléments.

## **6.5 - Formation du personnel**

L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation initiale et continue de son personnel dans le domaine de la sécurité.

### **Formation du personnel, compléments**

Une formation particulière est assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance des unités.

Cette formation doit notamment comporter :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre ;
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ;
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité ;
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité, et à l'intervention sur celles-ci ;
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

Pour ces mêmes installations, une formation particulière est dispensée au personnel non affecté spécifiquement aux unités, mais amené à intervenir dans celles-ci, que ce personnel soit salarié ou non de l'exploitant.

La formation reçue (cours, stage, exercices,...) par le personnel de l'entreprise et par le personnel intérimaire fait l'objet de documents archivés.

## **ARTICLE 3**

Les prescriptions particulières du présent article s'ajoutent aux prescriptions générales de l'article deux et ne s'appliquent qu'aux installations concernées

Les dispositions de la circulaire du 30 août 1985 concernant les installations de transit, regroupement et pré traitement de déchets industriels sont applicables.

### **1. POSTES D'EMPOTAGE ET DE DÉPOTAGE**

#### **1.1. Aménagements**

1.1.1. Les postes devront être couverts de manière à limiter les entraînements de déchets par les eaux pluviales.

1.1.2. Les aires seront conçues et aménagées de telle sorte qu'à la suite d'un incident, les liquides répandus ne puissent se propager ou polluer les eaux.

En particulier, une capacité de rétention déportée représentant la capacité d'un chargement devra être associée à chaque poste.

1.1.3. Les postes de produits incompatibles seront séparés.

## **1.2. Exploitation**

**1.2.1.** Avant de charger ou de faire procéder au chargement de tout véhicule, l'exploitant s'assurera que :

- le matériau constitutif de la cuve est compatible avec le déchet devant y être transporté ;
- le véhicule est apte au transport du déchet à charger et notamment que son circuit électrique est prévu à cet effet ;
- le véhicule est propre et que les traces du précédent chargement ont été nettoyées ou qu'elles ne présentent pas d'incompatibilité ;
- le chargement est mécaniquement compatible avec les résidus ;
- les moyens mis en œuvre (pompe, flexible,...) sont compatibles avec le déchet et que la contamination des précédentes opérations ne crée pas d'incompatibilité ;
- cette opération ne donne pas lieu à des écoulements et émissions de déchets et ne soit pas à l'origine d'une pollution atmosphérique.

**1.2.2.** Durant les opérations d'empotage, les citernes routières devront être reliées électriquement aux installations fixes, elles-mêmes mises à la terre.

## **2. STOCKAGE DES DÉCHETS**

### **2.1. Généralités**

**2.1.1.** Les précautions seront prises pour que les dépôts ne soient pas à l'origine d'une gêne pour le voisinage (odeurs) ou d'une pollution des eaux superficielles ou souterraines, ou d'une pollution des sols.

**2.1.2.** Les stockages devront être conçus et exploités de manière à ce que les mélanges de déchets ne puissent être à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosibles.

**2.1.3.** Les aires de chargement, déchargement et de stockage susceptibles de recevoir même occasionnellement des déchets seront imperméables et résistantes aux produits qui y seront entreposés. Elles seront équipées de dispositifs de rétention réalisés, aménagés et exploités en conformité avec les prescriptions du 5.9.

**2.1.4.** Les stockages seront ventilés en tant que de besoin afin d'éviter la formation d'atmosphère explosive.

## **2.2. Stockage en fûts, bonbonnes, conteneurs, bennes et autres emballages**

### **2.2.1. Aménagements**

**2.2.1.1.** Le stockage des déchets en attente de traitement sera réalisé dans des bâtiments couverts et sur des aires spécialement conçues en fonction de leur nature chimique. Le stockage des déchets en attente d'évacuation sera réalisé dans des bâtiments couverts à usage spécifiques spécialement conçus en fonction de leur nature chimique et de leur conditionnement (fûts, bennes, conteneurs).

**2.2.1.2.** Les différentes aires de stockage seront clairement identifiées.

### **2.2.2. Exploitation**

**2.2.2.1.** La stabilité mécanique des stockages devra être assurée. A cet effet, l'empilement des emballages est limité à :

- 2 hauteurs pour les fûts s'ils sont correctement palettisés et en bon état,
  - 3 hauteurs pour les bonbonnes et bacs plastiques normalisés.
- Les autres contenants mobiles seront stockés sur une seule hauteur sauf s'ils sont palettisés, auquel cas un second niveau sera acceptable, mais ne seront pas empilés avec les fûts, bonbonnes et bacs.

**2.2.2.2.** Les dépôts seront conçus pour permettre l'accès facile aux divers récipients et la libre circulation entre les piles de contenant. Des allées de circulation seront matérialisées par marquage indélébile au sol.

**2.2.2.3.** Les emballages seront rangés de façon que leur étiquetage ou leur marquage soit lisible.

**2.2.2.4.** L'exploitant devra toujours être en mesure de préciser l'origine exacte de chaque déchet stocké.

**2.2.2.5.** L'aire de déchargement pourra être utilisée aux opérations de contrôle et de prise d'échantillons et ne devra pas l'être à des fins de stockage prolongé.

**2.2.2.6.** Les emballages vides en attente de lavage, de reprise ou d'élimination seront stockés sur une ou plusieurs aires prévues à cet effet. En aucun cas, ils ne devront être déposés sur les aires de circulation.

**2.2.2.7.** Sur les aires de stockage de déchets prêts à être expédiés, les emballages seront entreposés par lots d'expédition.

**2.2.2.8.** L'exploitant procédera à de fréquentes visites des dépôts et débarrassera les aires de stockage de tout contenant percé ou fuyant dès sa détection.

**2.2.2.9.** Il est interdit de procéder au mélange de déchets sur les aires de stockage et de déchargement.

**2.2.2.10.** L'exploitant tiendra une chronique des déchets qui auront été entreposés sur chacune des aires de stockage. Le temps de stockage des fûts ne devra pas excéder 90 jours.

### **2.3. Stockage en cuve aérienne fixe**

#### **2.3.1. Aménagements - Equipements**

**2.3.1.1.** Les stockages et leurs annexes seront conçus de manière à être protégés contre les agressions mécaniques notamment du fait de la circulation des véhicules.

**2.3.1.2.** Le volume unitaire des cuves de stockage de déchets est limité à 75m<sup>3</sup>, leur affectation respectera la répartition décrite en annexe 3 au présent arrêté .

**2.3.1.3.** Les matériaux constitutifs des cuves seront compatibles avec la nature des produits qui y seront stockés et leur forme devra permettre un nettoyage facile.

**2.3.1.4.** Les cuves devront être équipées d'un dispositif permettant de connaître à tout moment, le volume de liquide contenu et d'un ou plusieurs événements correctement dimensionnés. A l'exception de ces événements, les cuves seront normalement fermées. Les effluents gazeux émis par les événements seront collectés et traités.

**2.3.1.5.** Les cuves devront comporter une alarme de niveau haut ou tout indicateur de dépassement du niveau de remplissage ainsi qu'un dispositif de coupure rapide de leur chargement.

**2.3.1.6.** Les cuves auront une affectation précise et seront clairement identifiées.

**2.3.1.7.** Les distances horizontales entre les parois d'une cuve et la cuvette de rétention devront être au moins égales à un mètre.

**2.3.1.8.** Afin de limiter les dépôts et sédiments, les cuves seront équipées d'un dispositif d'agitation tel que boucle de recirculation.

#### **2.3.2. Prescriptions complémentaires applicables au parc de stockage de liquides inflammables**

Sans préjudice de textes généraux ou règlements particuliers qui s'appliquent à ce type de dépôt, l'exploitant devra s'assurer des dispositions suivantes :

- les cuves seront sous protection d'un réseau fixe de canons à mousse dont la mise en fonctionnement devra pouvoir s'effectuer par un ou plusieurs dispositifs judicieusement placés.
- tout déclenchement de ce système entraînera une alarme sonore et lumineuse localement et au niveau du local du gardien.

#### **2.3.3. Exploitation**

**2.3.3.1.** Les cuves seront régulièrement débarrassées des dépôts ou tartres.

**2.3.3.2.** Après la vidange des réservoirs, l'exploitant procédera, en tant de besoin, à leur nettoyage pour éviter les problèmes d'incompatibilité avec les opérations de remplissage ultérieures.

**2.3.3.3.** Il est interdit de procéder à la vidange d'un réservoir en cours de remplissage et inversement.

**2.3.3.4.** L'exploitant tiendra une chronique des déchets qui auront été entreposés dans chaque cuve.

**2.3.3.5.** L'exploitant procédera ou devra procéder à deux inspections visuelles par an des cuves et à une épreuve hydraulique périodique avec une surpression de 50 % ou d'au moins 0,3 bar.

La fréquence de ces épreuves est fixée comme suit :

- 1 an pour les réservoirs de stockage de déchets à caractère acide
- 5 ans pour les autres réservoirs de stockage de déchets.
- 10 ans pour les réservoirs contenant les huiles solubles.

### **3. UNITÉS DE MÉLANGE ET PRÉTRAITEMENT DE DÉCHETS**

#### **3.1. Aménagements - équipements**

**3.1.1.** L'exploitant délimitera les zones de risques incendie et les zones de sécurité telles que définies aux paragraphes précédents du présent arrêté.  
En tout état de cause, les lignes de mélange de solvants et le local de déconditionnement et/ou reconditionnement seront aménagés et exploités comme une zone de risques incendie et de sécurité.

**3.1.2.** Les unités et leurs annexes seront équipées de dispositifs de rétention conformes aux prescriptions du présent arrêté.

**3.1.3.** Les matériaux utilisés pour la fabrication des unités, des tuyauteries et des accessoires concourant au fonctionnement des installations et pouvant être au contact avec les déchets seront incombustibles et devront résister à l'action chimique et corrosive des produits qu'ils contiennent.

#### **3.2 – Exploitation**

##### **3.2.1.- Généralités**

**3.2.1.1.** Les précautions seront prises pour que les mélanges effectués ne puissent être à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou la formation de produits explosifs ou à une élévation de la température.

**3.2.1.2.** Les quantités de déchets présents dans les locaux de pompage ou de chargement seront limitées au minimum technique permettant un fonctionnement rationnel des installations.

**3.2.1.3.** La présence simultanée de déchets incompatibles chimiquement dans les locaux de pompage ou de chargement est interdite.

**3.2.1.4.** Les dispositions seront prises pour isoler les égouttures et écoulements accidentels de nature incompatible, telles que séparation des capacités de rétention, nettoyage fréquent de ces capacités,...

**3.2.1.5.** Le fonctionnement simultané de plusieurs unités implantées dans un même local est interdit.

### **3.2.2. Conditions d'admission**

**3.2.2.1.** Seront admis sur les aires de pompage ou de déchargement les déchets ne contenant pas de substances notablement réactives dans les conditions opératoires. A cet effet, après constitution d'un lot correctement identifié, seront effectués des tests préalables.

La nature de ces tests (compatibilité, inflammabilité, explosibilité, traitabilité, sensibilité aux chocs ou aux frottements...) sera adaptée aux déchets concernés et à la nature de l'opération prévue (mélange, oxydation, réduction, neutralisations, hydrolyse, déchiquetage, malaxage...).

Les modalités de ces contrôles seront définies par l'exploitant dans les consignes prévues à l'article 2 du présent arrêté.

**3.2.2.2.** Au vu notamment du résultat de ces tests préalables et des fiches d'identification des déchets, le responsable de l'établissement ou la personne qu'il aura déléguée, délivrera pour chaque opération, une fiche descriptive de traitement qui précisera les conditions opératoires qu'il jugera nécessaire (ordre de passage, fréquence, débit, nature des réactifs, dispositions particulières, désignation de la cuve ou de la benne de réception,...).

### **3.2.3. Pré traitement**

**3.2.3.1.** Les opérations seront conduites par campagnes programmées et sous la surveillance d'une personne qualifiée ayant les connaissances suffisantes en chimie.

**3.2.3.2.** Toute opération de chauffage des unités est interdite.

**3.2.3.3.** Les paramètres significatifs de la sécurité seront mesurés en continu. Les dispositifs de conduite des unités seront conçus de façon à ce que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toutes dérives excessives de ces paramètres par rapport aux conditions normales de fonctionnement.

**3.2.3.4.** Une fois vidés, les récipients seront évacués des locaux de pompage avant toute nouvelle campagne.

**3.2.3.5.** Après chaque campagne, les unités et leurs annexes seront nettoyées en tant que de besoin pour éviter les problèmes d'incompatibilité avec les opérations ultérieures.

**3.2.3.6.** A la fermeture journalière, les unités de mélange ou de traitement seront vidangées.

**3.2.3.7.** Après chaque campagne et avant transfert dans une cuve ou une benne de stockage en attente d'évacuation, l'exploitant prélèvera un échantillon représentatif du contenu du réservoir et l'archivera 2 mois après l'opération.

### **3.2.4. Transfert**

Avant toute opération de transfert des déchets traités vers une cuve ou une benne de stockage, l'exploitant s'assurera que :

- le contenu du réservoir est compatible chimiquement avec le contenu de la cuve ou de la benne de stockage ;
- la cuve ou la benne est capable de recevoir la quantité de déchets sans risque de débordement ;
- les moyens mis en œuvre (pompe, tuyauterie,...) sont compatibles avec les déchets ;
- la contamination des précédentes opérations ne crée pas d'incompatibilité.
- cette opération ne donne pas lieu à des écoulements et n'est pas à l'origine d'émissions gazeuses.

### **3.2.5. Journal de bord**

L'exploitant affectera à chaque unité un cahier journalier d'exploitation sur lequel il reportera quotidiennement les informations minimales suivantes :

- la date de l'opération,
- les références de la fiche descriptive de traitement,
- les incidents ou anomalies éventuels survenus au cours de l'opération,
- les références de la cuve ou de la benne de stockage de destination.

Les fiches descriptives de traitement seront annexées à ce cahier.

## **3.3. Dossier "sécurité"**

Pour chaque unité d'exploitation et pour chaque procédé chimique mis en œuvre, l'exploitant constituera un dossier de sécurité.

Chaque dossier comprendra au moins les éléments suivants :

- les caractéristiques physiques et chimiques principales des déchets admissibles et les réactifs utilisés ;
- les tests préalables opérés sur les déchets avant traitement ;
- les quantités maximales mises en œuvre ;
- la délimitation des conditions opératoires sûres du procédé et la recherche des causes éventuelles de dérives des différents paramètres de fonctionnement, complétées par l'examen de leurs conséquences et des mesures correctives à prendre ;



- la liste des paramètres et des équipements importants pour la sécurité ;
- le mode opératoire et le schéma de circulation des fluides ;
- les consignes de sécurité propres à l'installation qui devront en particulier prévoir explicitement :
  - les modalités pratiques d'application des règles fixées par le présent arrêté,
  - le détail des contrôles à effectuer,
  - les mesures à prendre en cas de dérive des procédés par rapport aux conditions sûres.

Les dossiers «sécurité» ainsi que leur complément et mise à jour éventuels, seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

## **4. LABORATOIRE**

L'exploitant disposera des moyens qui lui seront nécessaires pour respecter tant les prescriptions du présent arrêté que les règles de l'art.

### **4.1. Moyens en personnel**

Les différentes opérations seront effectuées sous la responsabilité du chef de laboratoire qui devra avoir de bonnes connaissances en chimie et une bonne expérience en matière de déchets.

Les analyses seront effectuées par des personnes formées et compétentes ayant des connaissances suffisantes en chimie.

### **4.2. Moyens en matériel**

Afin d'effectuer les tests d'identification, test de traitement, tests de mélange, analyses des rejets et autres contrôles nécessités par son exploitation, le centre devra disposer d'un laboratoire convenablement ventilé et équipé au minimum du matériel suivant :

- mesure du pH
- teneur en eau (méthode Dean Stark)
- PCS(Calorimètre) et évaluation du PCI
- point d'éclair
- chlore total
- PCB et PCT ( chromatographe )
- soufre total
- teneur en phénol
- teneur en cyanures
- centrifugation pour produits non miscibles puis évaluation de la teneur en sédiments
- DCO

Il est admis en cas de besoin que certaines mesures pourront être réalisées dans l'un des laboratoires du groupe SARP INDUSTRIE. A défaut l'exploitant devra s'équiper des matériels correspondants.

## **5.SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES**

### **5.1 -Conception et réalisation du réseau de forages**

Deux forages, au moins, sont implantés en aval hydraulique du site, et en amont ; la définition du nombre, du lieu d'implantation et de la profondeur des forages à mettre en place, des paramètres surveillés, de la fréquence des prélèvements seront justifiés sur le plan hydrogéologique sur la base d'un cahier de charges dûment argumenté et soumis à l'inspecteur des installations classées.

Les forages mis en place seront réalisés dans les règles de l'art conformément aux recommandations du fascicule AFNOR-FD-X 31-614 d'octobre 1999.

### **5.2. Analyse des eaux souterraines**

Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau suivront les recommandations du fascicule AFNOR-FD-X 31-614 de décembre 2000.

Les paramètres seront analysés conformément aux méthodes de référence et normes en vigueur à fréquence trimestrielle pour le PZ3 et semestrielle pour les PZ1 et PZ2.

Paramètres : DCO, HCT, HAP, BTEX, COHV, METAUX.

Les résultats des analyses et de la mesure du niveau piézométrique sera transmis à l'inspecteur des installations classées au plus tard 1 mois après leur réalisation avec systématiquement commentaires de l'exploitant sur l'évolution (situation qui se dégrade, s'améliore ou reste stable) et les propositions de traitements éventuels. Les calculs d'incertitude (prélèvements, transport, analyse...) seront joints avec le résultat des mesures.

### **5.3. Echéances**

Le respect des prescriptions ci-dessus devra être fait selon l'échéancier ci-dessous :

- conception du réseau de forage avec validation par l'hydrogéologue : 1 mois,
- mise en place du réseau de surveillance et premières analyses : 5 mois.

#### **5.4.Durée**

La surveillance (pourra être allégée ou suspendue dès lors qu'une nouvelle évaluation du risque aura démontré la non nécessité de cette surveillance) ou (sera au minimum poursuivie tant que la qualité des eaux n'aura pas rejoint l'objectif fixé, et ce pendant un temps jugé suffisant par l'inspecteur des installations classées. Toute demande de révision du cahier des charges sera accompagnée d'un dossier technique dûment argumenté).

#### **5.5.Frais**

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **ARTICLE 4**

Un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.


### **ARTICLE 5**

Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le bénéficiaire et commence à courir du jour de la notification de la présente décision. Il est de quatre ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision, ce délai étant le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

### **ARTICLE 6**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Maire de LA TALAUDIERE et M. l'Inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation restera déposée en mairie où tout intéressé aura droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimum d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à SAINT-ETIENNE, le 22 Mars 2012

  
 Le Préfet  
 (Signature)

Liste des déchets dangereux acceptables sur le site de SIRA LA TALAUDIÈRE

		Déchets dangereux au titre du décret du 18 avril 2002	Déchets admissibles en transit uniquement en conditionnés	Déchets admissibles en regroupement prétraitement conditionnés et vrac
<b>1 DÉCHETS PROVENANT DE L'EXPLORATION ET DE L'EXPLOITATION DES MINES ET DES CARRIÈRES AINSI QUE DU TRAITEMENT PHYSIQUE ET CHIMIQUE DES MINÉRAUX</b>				
01 01	déchets provenant de l'extraction des minéraux			
01 01 01	déchets provenant de l'extraction des minéraux métallifères	Non	Oui	Non
01 01 02	déchets provenant de l'extraction des minéraux non métallifères	Non	Oui	Oui
01 03	déchets provenant de la transformation physique et chimique des minéraux métallifères	Non	Non	Non
01 03 04	stériles acidogènes provenant de la transformation du sulfure	Oui	Non	Non
01 03 05	autres stériles contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
01 03 06	stériles autres que ceux visés aux rubriques 01 03 04 et 01 03 05	Non	Oui	Oui
01 03 07	autres déchets contenant des substances dangereuses provenant de la transformation physique et chimique des minéraux métallifères	Oui	Oui	Oui
01 03 08	déchets de poussières et de poudres autres que ceux visés à la rubrique 01 03 07	Non	Oui	Non
01 03 09	boues rouges issues de la production d'alumine autres que celles visées à la rubrique 01 03 07	Non	Oui	Non
01 03 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui
01 04	déchets provenant de la transformation physique et chimique des minéraux non métallifères			
01 04 07	déchets contenant des substances dangereuses provenant de la transformation physique et chimique des minéraux non métallifères	Oui	Oui	Oui
01 04 08	déchets de graviers et débris de pierres autres que ceux visés à la rubrique 01 04 07	Non	Non	Non
01 04 10	déchets de poussières et de poudres autres que ceux visés à la rubrique 01 04 07	Non	Oui	Non
01 04 11	déchets de la transformation de la potasse et des sels minéraux autres que ceux visés à la rubrique 01 04 07	Non	Oui	Non
01 04 12	stériles et autres déchets provenant du lavage et du nettoyage des minéraux, autres que ceux visés aux rubriques 01 04 07 et 01 04 11	Non	Oui	Oui
01 04 13	déchets provenant de la taille et du sciage des pierres autres que ceux visés à la rubrique 01 04 07	Non	Oui	Oui
01 04 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui
01 05	boues de forage et autres déchets de forage			
01 05 04	boues et autres déchets de forage contenant de l'eau douce	Non	Oui	Oui
01 05 05	boues et autres déchets de forage contenant des hydrocarbures	Oui	Oui	Oui
01 05 06	boues et autres déchets de forage contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
01 05 07	boues et autres déchets de forage contenant des sels de baryum, autres que ceux visés aux rubriques 01 05 05 et 01 05 06	Non	Oui	Non
01 05 08	boues et autres déchets de forage contenant des chlorures, autres que ceux visés aux rubriques 01 05 05 et 01 05 06	Non	Oui	Non
01 05 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui
<b>2 DÉCHETS PROVENANT DE L'AGRICULTURE, DE L'HORTICULTURE, DE L'AQUACULTURE, DE LA SYLVICULTURE, DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE AINSI QUE DE LA PRÉPARATION ET DE LA TRANSFORMATION DES ALIMENTS</b>				
02 01	déchets provenant de l'agriculture, de l'horticulture, de l'aquaculture, de la sylviculture, de la chasse et de la pêche			
02 01 01	boues provenant du lavage et du nettoyage	Non	Oui	Oui
02 01 02	déchets de tissus animaux	Non	Non	Non
02 01 03	déchets de tissus végétaux	Non	Oui	Oui
02 01 04	déchets de matières plastiques (à l'exclusion des emballages)	Non	Oui	Non
02 01 06	fèces, urine et fumier (y compris paille souillée), effluents, collectés séparément et traités hors site	Non	Non	Non
02 01 07	déchets provenant de la sylviculture	Non	Oui	Oui
02 01 08	déchets agrochimiques contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
02 01 09	déchets agrochimiques autres que ceux visés à la rubrique 02 01 08	Non	Oui	Oui
02 01 10	déchets métalliques	Non	Oui	Non
02 01 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui
02 02	déchets provenant de la préparation et de la transformation de la viande, des poissons et autres aliments d'origine animale			
02 02 01	boues provenant du lavage et du nettoyage	Non	Oui	Oui
02 02 02	déchets de tissus animaux	Non	Non	Non
02 02 03	matières impropres à la consommation ou à la transformation	Non	Oui	Oui
02 02 04	boues provenant du traitement in situ des effluents	Non	Oui	Oui
02 02 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui
02 03	déchets provenant de la préparation et de la transformation des fruits, des légumes, des céréales, des huiles alimentaires, du cacao, du café, du thé et du tabac, de la production de conserves, de la production de levures et d'extraits de levures, de la préparation et de la fermentation de mélasses			
02 03 01	boues provenant du lavage, du nettoyage, de l'épluchage, de la centrifugation et de la séparation	Non	Oui	Oui
02 03 02	déchets d'agents de conservation	Non	Oui	Oui
02 03 03	déchets de l'extraction aux solvants	Non	Oui	Oui
02 03 04	matières impropres à la consommation ou à la transformation	Non	Oui	Oui
02 03 05	boues provenant du traitement in situ des effluents	Non	Oui	Oui
02 03 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui

02 04	déchets de la transformation du sucre			
02 04 01	terre provenant du lavage et du nettoyage des betteraves			
02 04 02	carbonate de calcium déclassé	Non	Oui	Non
02 04 03	boues provenant du traitement in situ des effluents	Non	Oui	Non
02 04 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui
02 05	déchets provenant de l'industrie des produits laitiers			
02 05 01	matières impropres à la consommation ou à la transformation			
02 05 02	boues provenant du traitement in situ des effluents	Non	Oui	Oui
02 05 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui
02 06	déchets de boulangerie, pâtisserie, confiserie			
02 06 01	matières impropres à la consommation ou à la transformation			
02 06 02	déchets d'agents de conservation	Non	Oui	Oui
02 06 03	boues provenant du traitement in situ des effluents	Non	Oui	Oui
02 06 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui
02 07	déchets provenant de la production de boissons alcooliques et non alcooliques (sauf café, thé et cacao)			
02 07 01	déchets provenant du lavage, du nettoyage et de la réduction mécanique des matières premières	Non	Oui	Oui
02 07 02	déchets de la distillation de l'alcool	Non	Oui	Oui
02 07 03	déchets de traitements chimiques	Non	Oui	Oui
02 07 04	matières impropres à la consommation ou à la transformation	Non	Oui	Oui
02 07 05	boues provenant du traitement in situ des effluents	Non	Oui	Oui
02 07 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui
<b>3   DÉCHETS PROVENANT DE LA TRANSFORMATION DU BOIS ET DE LA PRODUCTION DE PANNEAUX ET DE MEUBLES, DE PÂTE À PAPIER, DE PAPIER ET DE CARTON</b>				
03 01	déchets provenant de la transformation du bois et de la fabrication de panneaux et de meubles			
03 01 01	déchets d'écorce et de liège			
03 01 04	sciure de bois, copeaux, chutes, bois, panneaux de particules et placages contenant des substances dangereuses	Non	Oui	Non
03 01 05	sciure de bois, copeaux, chutes, bois, panneaux de particules et placages autres que ceux visés à la rubrique 03 01 04	Oui	Oui	Non
03 01 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Non
03 02	déchets des produits de protection du bois			
03 02 01	composés organiques non halogénés de protection du bois			
03 02 02	composés organochlorés de protection du bois	Oui	Oui	Oui
03 02 03	composés organométalliques de protection du bois	Oui	Oui	Oui
03 02 04	composés inorganiques de protection du bois	Oui	Oui	Oui
03 02 05	autres produits de protection du bois contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
03 02 99	produits de protection du bois non spécifiés ailleurs	Oui	Oui	Oui
03 03	déchets provenant de la production et de la transformation de papier, de carton et de pâte à papier			
03 03 01	déchets d'écorce et de bois			
03 03 02	boues vertes (provenant de la récupération de liqueur de cuisson)	Non	Oui	Non
03 03 05	boues de désencrage provenant du recyclage du papier	Non	Oui	Oui
03 03 07	refus séparés mécaniquement provenant du recyclage de déchets de papier et de carton	Non	Oui	Non
03 03 08	déchets provenant du tri de papier et de carton destinés au recyclage	Non	Oui	Non
03 03 09	boues carbonatées	Non	Oui	Non
03 03 10	refus fibreux, boues de fibres, de charge et de couchage provenant d'une séparation mécanique	Non	Oui	Oui
03 03 11	boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 03 03 10	Non	Oui	Non
03 03 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui
<b>4   DÉCHETS PROVENANT DES INDUSTRIES DU CUIR, DE LA FOURRURE ET DU TEXTILE</b>				
04 01	déchets provenant de l'industrie du cuir et de la fourrure			
04 01 01	déchets d'écharnage et refentes			
04 01 02	résidus de pelanage	Non	Non	Non
04 01 03	déchets de dégraissage contenant des solvants sans phase liquide	Non	Non	Non
04 01 04	liqueur de tannage contenant du chrome	Oui	Oui	Oui
04 01 05	liqueur de tannage sans chrome	Non	Oui	Non
04 01 06	boues, notamment provenant du traitement in situ des effluents, contenant du chrome	Non	Oui	Oui
04 01 07	boues, notamment provenant du traitement in situ des effluents, sans chrome	Non	Oui	Non
04 01 08	déchets de cuir tanné (refentes sur bleu, dérayures, échantillonnages, poussières de ponçage), contenant du chrome	Non	Oui	Oui
04 01 09	déchets provenant de l'habillage et des finitions	Non	Oui	Non
04 01 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui
04 02	déchets de l'industrie textile			
04 02 09	matériaux composites (textile imprégné, élastomère, plastomère)			
04 02 10	matières organiques issues de produits naturels (par exemple, graisse, cire)	Non	Oui	Non
04 02 14	déchets provenant des finitions contenant des solvants organiques	Non	Oui	Oui
04 02 15	déchets provenant des finitions autres que visés à la rubrique 04 02 14	Oui	Oui	Oui
04 02 16	teintures et pigments contenant des substances dangereuses	Non	Oui	Oui
04 02 17	teintures et pigments autres que ceux visés à la rubrique 04 02 16	Oui	Oui	Oui

04 02 19	boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
04 02 20	boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 04 02 19	Non	Oui	Oui
04 02 21	fibres textiles non ouvrées	Non	Oui	Non
04 02 22	fibres textiles ouvrées	Non	Oui	Non
04 02 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui
<b>5 DÉCHETS PROVENANT DU RAFFINAGE DU PÉTROLE, DE LA PURIFICATION DU GAZ NATUREL ET DU TRAITEMENT PYROLYTIQUE DU CHARBON</b>				
05 01	déchets provenant du raffinage du pétrole			
05 01 02	boues de dessalage	Oui	Oui	Non
05 01 03	boues de fond de cuves	Oui	Oui	Oui
05 01 04	boues d'alkyles acides	Oui	Oui	Non
05 01 05	hydrocarbures accidentellement répandus	Oui	Oui	Oui
05 01 06	boues contenant des hydrocarbures provenant des opérations de maintenance de l'installation ou des équipements	Oui	Oui	Oui
05 01 07	goudrons acides	Oui	Oui	Non
05 01 08	autres goudrons et bitumes	Oui	Oui	Oui
05 01 09	boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
05 01 10	boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 05 01 09	Non	Oui	Oui
05 01 11	déchets provenant du nettoyage d'hydrocarbures avec des bases	Oui	Oui	Oui
05 01 12	hydrocarbures contenant des acides	Oui	Oui	Oui
05 01 13	boues du traitement de l'eau d'alimentation des chaudières	Non	Oui	Oui
05 01 14	déchets provenant des colonnes de refroidissement	Non	Oui	Oui
05 01 15	argiles de filtration usées	Oui	Oui	Oui
05 01 16	déchets contenant du soufre provenant de la désulfuration du pétrole	Non	Oui	Oui
05 01 17	mélanges bitumineux	Non	Oui	Oui
05 01 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui
05 06	déchets provenant du traitement pyrolytique du charbon			
05 06 01	goudrons acides	Oui	Oui	Oui
05 06 03	autres goudrons	Oui	Oui	Oui
05 06 04	déchets provenant des colonnes de refroidissement	Non	Oui	Oui
05 06 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui
05 07	déchets provenant de la purification et du transport du gaz naturel			
05 07 01	déchets contenant du mercure	Oui	Oui	Non
05 07 02	déchets contenant du soufre	Non	Oui	Oui
05 07 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui
<b>6 DÉCHETS DES PROCÉDÉS DE LA CHIMIE MINÉRALE</b>				
06 01	déchets provenant de la fabrication, formulation, distribution et utilisation (FFDU) d'acides			
06 01 01	acide sulfurique et acide sulfureux	Oui	Oui	Non
06 01 02	acide chlorhydrique	Oui	Oui	Non
06 01 03	acide fluorhydrique	Oui	Oui	Non
06 01 04	acide phosphorique et acide phosphoreux	Oui	Oui	Non
06 01 05	acide nitrique et acide nitreux	Oui	Oui	Non
06 01 06	autres acides	Oui	Oui	Non
06 01 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Non	Non
06 02	déchets provenant de la FFDU de bases			
06 02 01	hydroxyde de calcium	Oui	Oui	Non
06 02 03	hydroxyde d'ammonium	Oui	Oui	Non
06 02 04	hydroxyde de sodium et hydroxyde de potassium	Oui	Oui	Non
06 02 05	autres bases	Oui	Oui	Oui
06 02 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui
06 03	déchets provenant de la FFDU de sels et leurs solutions et d'oxydes métalliques			
06 03 11	sels solides et solutions contenant des cyanures	Oui	Oui	Non
06 03 13	sels solides et solutions contenant des métaux lourds	Oui	Oui	Non
06 03 14	sels solides et solutions autres que ceux visés aux rubriques 06 03 11 et 06 03 13	Oui	Oui	Non
06 03 15	oxydes métalliques contenant des métaux lourds	Oui	Oui	Non
06 03 16	oxydes métalliques autres que ceux visés à la rubrique 06 03 15	Non	Oui	Non
06 03 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui
06 04	déchets contenant des métaux autres que ceux visés à la section 06 03			
06 04 03	déchets contenant de l'arsenic	Oui	Oui	Non
06 04 04	déchets contenant du mercure	Oui	Oui	Non
06 04 05	déchets contenant d'autres métaux lourds	Oui	Oui	Non
06 04 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui
06 05	boues provenant du traitement in situ des effluents			
06 05 02	boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
06 05 03	boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 06 05 02	Non	Oui	Oui
06 06	déchets provenant de la FFDU de produits chimiques contenant du soufre, de la chimie du soufre et des procédés de désulfuration			
06 06 02	déchets contenant des sulfures dangereux	Oui	Oui	Oui

06 06 03	déchets contenant des sulfures autres que visés à la rubrique 06 06 02	Non	Oui	Oui
06 06 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui
06 07	déchets provenant de la FFDU des halogénés et de la chimie des halogénés			
06 07 01	déchets contenant de l'amiante provenant de l'électrolyse	Oui	Oui	Non
06 07 02	déchets de charbon actif utilisé pour la production du chlore	Oui	Oui	Non
06 07 03	boues de sulfate de baryum contenant du mercure	Oui	Oui	Non
06 07 04	solutions et acides, par exemple, acide de contact	Oui	Oui	Non
06 07 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui
06 08	déchets provenant de la FFDU du silicium et des dérivés du silicium	Non	Oui	Non
06 08 02	déchets contenant des chlorosilanes dangereux	Oui	Oui	Non
06 08 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Non
06 09	déchets provenant de la FFDU des produits chimiques contenant du phosphore et de la chimie du phosphore			
06 09 02	scories phosphoriques	Non	Oui	Non
06 09 03	déchets de réactions basées sur le calcium contenant des substances dangereuses ou contaminées par de telles substances	Oui	Oui	Non
06 09 04	déchets de réactions basées sur le calcium autres que ceux visés à la rubrique 06 09 03	Non	Oui	Non
06 09 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui
06 10	déchets provenant de la FFDU de produits chimiques contenant de l'azote, de la chimie de l'azote et de la production d'engrais			
06 10 02	déchets contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
06 10 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui
06 11	déchets provenant de la fabrication des pigments inorganiques et des opacifiants			
06 11 01	déchets de réactions basées sur le calcium provenant de la production de dioxyde de titane	Non	Oui	Non
06 11 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui
06 13	déchets des procédés de la chimie minérale non spécifiés ailleurs			
06 13 01	produits phytosanitaires inorganiques, agents de protection du bois et autres biocides	Oui	Oui	Oui
06 13 02	charbon actif usé (sauf rubrique 06 07 02)	Oui	Oui	Non
06 13 03	noir de carbone	Non	Oui	Non
06 13 04	déchets provenant de la transformation de l'amiante	Oui	Oui	Non
06 13 05	suies	Oui	Oui	Oui
06 13 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui
<b>7 DÉCHETS DES PROCÉDÉS DE LA CHIMIE ORGANIQUE</b>				
07 01	déchets provenant de la fabrication, formulation, distribution et utilisation (FFDU) de produits organiques de base			
07 01 01	eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses	Oui	Oui	Oui
07 01 03	solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques halogénés	Oui	Oui	Oui
07 01 04	autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques	Oui	Oui	Oui
07 01 07	résidus de réaction et résidus de distillation halogénés	Oui	Oui	Oui
07 01 08	autres résidus de réaction et résidus de distillation	Oui	Oui	Oui
07 01 09	gâteaux de filtration et absorbants usés halogénés	Oui	Oui	Oui
07 01 10	autres gâteaux de filtration et absorbants usés	Oui	Oui	Oui
07 01 11	boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
07 01 12	boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 01 11	Non	Oui	Oui
07 01 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui
07 02	déchets provenant de la FFDU de matières plastiques, caoutchouc et fibres synthétiques			
07 02 01	eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses	Oui	Oui	Oui
07 02 03	solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques halogénés	Oui	Oui	Oui
07 02 04	autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques	Oui	Oui	Oui
07 02 07	résidus de réaction et résidus de distillation halogénés	Oui	Oui	Oui
07 02 08	autres résidus de réaction et résidus de distillation	Oui	Oui	Oui
07 02 09	gâteaux de filtration et absorbants usés halogénés	Oui	Oui	Oui
07 02 10	autres gâteaux de filtration et absorbants usés	Oui	Oui	Oui
07 02 11	boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
07 02 12	boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 02 11	Non	Oui	Oui
07 02 13	déchets plastiques	Non	Oui	Oui
07 02 14	déchets provenant d'additifs contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
07 02 15	déchets provenant d'additifs autres que visés à la rubrique 07 02 14	Non	Oui	Oui
07 02 16	déchets contenant des silicones dangereux	Oui	Oui	Oui
07 02 17	déchets contenant des silicones autres que ceux mentionnés à la rubrique 07 02 16	Non	Oui	Oui
07 02 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui
07 03	déchets provenant de la FFDU de teintures et pigments organiques (sauf section 06 11)			
07 03 01	eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses	Oui	Oui	Oui
07 03 03	solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques halogénés	Oui	Oui	Oui
07 03 04	autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques	Oui	Oui	Oui
07 03 07	résidus de réaction et résidus de distillation halogénés	Oui	Oui	Oui
07 03 08	autres résidus de réaction et résidus de distillation	Oui	Oui	Oui
07 03 09	gâteaux de filtration et absorbants usés halogénés	Oui	Oui	Oui
07 03 10	autres gâteaux de filtration et absorbants usés	Oui	Oui	Oui
07 03 11	boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
07 03 12	boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 03 11	Non	Oui	Oui
07 03 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui

07 01	déchets provenant de la FFDU de produits phytosanitaires organiques (sauf rubriques 02 01 08 et 02 01 09), d'agents de protection du bois (sauf section 03 02) et d'autres biocides			
07 04 01	eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses	Oui	Oui	Oui
07 04 03	solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques halogénés	Oui	Oui	Oui
07 04 04	autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques	Oui	Oui	Oui
07 04 07	résidus de réaction et résidus de distillation halogénés	Oui	Oui	Oui
07 04 08	autres résidus de réaction et résidus de distillation	Oui	Oui	Oui
07 04 09	gâteaux de filtration et absorbants usés halogénés	Oui	Oui	Oui
07 04 10	autres gâteaux de filtration et absorbants usés	Oui	Oui	Oui
07 04 11	boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
07 04 12	boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 04 11	Non	Oui	Oui
07 04 13	déchets solides contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
07 04 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui
07 05	déchets provenant de la FFDU des produits pharmaceutiques			
07 05 01	eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses	Oui	Oui	Oui
07 05 03	solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques halogénés	Oui	Oui	Oui
07 05 04	autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques	Oui	Oui	Oui
07 05 07	résidus de réaction et résidus de distillation halogénés	Oui	Oui	Oui
07 05 08	autres résidus de réaction et résidus de distillation	Oui	Oui	Oui
07 05 09	gâteaux de filtration et absorbants usés halogénés	Oui	Oui	Oui
07 05 10	autres gâteaux de filtration et absorbants usés	Oui	Oui	Oui
07 05 11	boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
07 05 12	boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 05 11	Non	Oui	Oui
07 05 13	déchets solides contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
07 05 14	déchets solides autres que ceux visés à la rubrique 07 05 13	Non	Oui	Oui
07 05 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui
07 06	déchets provenant de la FFDU des corps gras, savons, détergents, désinfectants et cosmétiques			
07 06 01	eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses	Oui	Oui	Oui
07 06 03	solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques halogénés	Oui	Oui	Oui
07 06 04	autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques	Oui	Oui	Oui
07 06 07	résidus de réaction et résidus de distillation halogénés	Oui	Oui	Oui
07 06 08	autres résidus de réaction et résidus de distillation	Oui	Oui	Oui
07 06 09	gâteaux de filtration et absorbants usés halogénés	Oui	Oui	Oui
07 06 10	autres gâteaux de filtration et absorbants usés	Oui	Oui	Oui
07 06 11	boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
07 06 12	boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 06 11	Non	Oui	Oui
07 06 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui
07 07	déchets provenant de la FFDU de produits chimiques issus de la chimie fine et de produits chimiques non spécifiés ailleurs			
07 07 01	eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses	Oui	Oui	Oui
07 07 03	solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques halogénés	Oui	Oui	Oui
07 07 04	autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques	Oui	Oui	Oui
07 07 07	résidus de réaction et résidus de distillation halogénés	Oui	Oui	Oui
07 07 08	autres résidus de réaction et résidus de distillation	Oui	Oui	Oui
07 07 09	gâteaux de filtration et absorbants usés halogénés	Oui	Oui	Oui
07 07 10	autres gâteaux de filtration et absorbants usés	Oui	Oui	Oui
07 07 11	boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
07 07 12	boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 07 11	Non	Oui	Oui
07 07 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui
8	<b>DÉCHETS PROVENANT DE LA FABRICATION, DE LA FORMULATION, DE LA DISTRIBUTION ET DE L'UTILISATION (FFDU) DE PRODUITS DE REVÊTEMENT (PEINTURES, VERNIS ET ÉMAUX VITRIFIÉS), MASTICS ET ENCRE D'IMPRESSION</b>			
08 01	déchets provenant de la FFDU et du décapage de peintures et vernis			
08 01 11	déchets de peintures et vernis contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
08 01 12	déchets de peintures ou vernis autres que visés à la rubrique 08 01 11	Non	Oui	Oui
08 01 13	boues provenant de peintures ou vernis contenant des solvants organiques ou autres substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
08 01 14	boues provenant de peintures ou vernis autres que celles visées à la rubrique 08 01 13	Non	Oui	Oui
08 01 15	boues aqueuses contenant de la peinture ou du vernis contenant des solvants organiques ou autres substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
08 01 16	boues aqueuses contenant de la peinture ou du vernis autres que celles visées à la rubrique 08 01 15	Non	Oui	Oui
08 01 17	déchets provenant du décapage de peintures ou vernis contenant des solvants organiques ou autres substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
08 01 18	déchets provenant du décapage de peintures ou vernis autres que ceux visés à la rubrique 08 01 17	Non	Oui	Oui
08 01 19	suspensions aqueuses contenant de la peinture ou du vernis contenant des solvants organiques ou autres substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
08 01 20	suspensions aqueuses contenant de la peinture ou du vernis autres que celles visées à la rubrique 08 01 19	Non	Oui	Oui
08 01 21	déchets de décapants de peintures ou vernis	Oui	Oui	Oui
08 01 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui
08 02	déchets provenant de la FFDU d'autres produits de revêtement (y compris des matériaux céramiques)			
08 02 01	déchets de produits de revêtement en poudre	Non	Oui	Non
08 02 02	boues aqueuses contenant des matériaux céramiques	Non	Oui	Oui
08 02 03	suspensions aqueuses contenant des matériaux céramiques	Non	Oui	Oui
08 02 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui



08 03	déchets provenant de la FFDU d'encre d'impression			
08 03 07	boues aqueuses contenant de l'encre	Non	Oui	Oui
08 03 08	déchets liquides aqueux contenant de l'encre	Non	Oui	Oui
08 03 12	déchets d'encre contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
08 03 13	déchets d'encre autres que ceux visés à la rubrique 08 03 12	Non	Oui	Oui
08 03 14	boues d'encre contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
08 03 15	boues d'encre autres que celles visées à la rubrique 08 03 14	Non	Oui	Oui
08 03 16	déchets de solutions de gravure à l'eau forte	Oui	Oui	Oui
08 03 17	déchets de toner d'impression contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
08 03 18	déchets de toner d'impression autres que ceux visés à la rubrique 08 03 17	Non	Oui	Oui
08 03 19	huiles dispersées	Oui	Oui	Oui
08 03 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui
08 04	déchets provenant de la FFDU de colles et mastics (y compris produits d'étanchéité)			
08 04 09	déchets de colles et mastics contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
08 04 10	déchets de colles et mastics autres que visés à la rubrique 08 04 09	Non	Oui	Oui
08 04 11	boues de colles et mastics contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
08 04 12	boues de colles et mastics autres que visées à la rubrique 08 04 11	Non	Oui	Oui
08 04 13	boues aqueuses contenant des colles ou mastics contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
08 04 14	boues aqueuses contenant des colles et mastics autres que celles visées à la rubrique 08 04 13	Non	Oui	Oui
08 04 15	déchets liquides aqueux contenant des colles ou mastics contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
08 04 16	déchets liquides aqueux contenant des colles ou mastics autres que ceux visés à la rubrique 08 04 15	Non	Oui	Oui
08 04 17	huile de résine	Oui	Oui	Oui
08 04 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui
08 05	déchets non spécifiés ailleurs dans le chapitre 08			
08 05 01	déchets d'isocyanates	Oui	Oui	Oui
<b>9 DÉCHETS PROVENANT DE L'INDUSTRIE PHOTOGRAPHIQUE</b>				
09 01	déchets de l'industrie photographique			
09 01 01	bains de développement aqueux contenant un activateur	Oui	Oui	Oui
09 01 02	bains de développement aqueux pour plaques offset	Oui	Oui	Oui
09 01 03	bains de développement contenant des solvants	Oui	Oui	Oui
09 01 04	bains de fixation	Oui	Oui	Oui
09 01 05	bains de blanchiment et bains de blanchiment/fixation	Oui	Oui	Oui
09 01 06	déchets contenant de l'argent provenant du traitement in situ des déchets photographiques	Oui	Oui	Oui
09 01 07	pellicules et papiers photographiques contenant de l'argent ou des composés de l'argent	Non	Oui	Non
09 01 08	pellicules et papiers photographiques sans argent ni composés de l'argent	Non	Oui	Non
09 01 10	appareils photographiques à usage unique sans piles	Non	Oui	Non
09 01 11	appareils photographiques à usage unique contenant des piles visées aux rubriques 16 06 01, 16 06 02 ou 16 06 03	Oui	Oui	Non
09 01 12	appareils photographiques à usage unique contenant des piles autres que ceux visés à la rubrique 09 01 11	Non	Oui	Non
09 01 13	déchets liquides aqueux provenant de la récupération in situ de l'argent autres que ceux visés à la rubrique 09 01 06	Oui	Oui	Oui
09 01 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Non
<b>10 DÉCHETS PROVENANT DE PROCÉDÉS THERMIQUES</b>				
10 01	déchets provenant de centrales électriques et autres installations de combustion (sauf chapitre 19)			
10 01 01	mâchefers, scories et cendres sous chaudière (sauf cendres sous chaudière visées à la rubrique 10 01 04)	Non	Oui	Non
10 01 02	cendres volantes de charbon	Non	Oui	Non
10 01 03	cendres volantes de tourbe et de bois non traité	Non	Oui	Non
10 01 04	cendres volantes et cendres sous chaudière d'hydrocarbures	Oui	Oui	Oui
10 01 05	déchets solides de réactions basées sur le calcium, provenant de la désulfuration des gaz de fumée	Non	Oui	Non
10 01 07	boues de réactions basées sur le calcium, provenant de la désulfuration des gaz de fumée	Non	Oui	Non
10 01 09	acide sulfurique	Oui	Oui	Non
10 01 13	cendres volantes provenant d'hydrocarbures émulsifiés employés comme combustibles	Oui	Oui	Oui
10 01 14	mâchefers, scories et cendres sous chaudière provenant de la coïncinération contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
10 01 15	mâchefers, scories et cendres sous chaudière provenant de la coïncinération autres que ceux visés à la rubrique 10 01 14	Non	Oui	Oui
10 01 16	cendres volantes provenant de la coïncinération contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
10 01 17	cendres volantes provenant de la coïncinération autres que celles visées à la rubrique 10 01 16	Non	Oui	Oui
10 01 18	déchets provenant de l'épuration des gaz contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
10 01 19	déchets provenant de l'épuration des gaz autres que ceux visés aux rubriques 10 01 05, 10 01 07 et 10 01 18	Non	Oui	Oui
10 01 20	boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
10 01 21	boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 10 01 20	Non	Oui	Oui
10 01 22	boues aqueuses provenant du nettoyage des chaudières contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
10 01 23	boues aqueuses provenant du nettoyage des chaudières autres que celles visées à la rubrique 10 01 22	Non	Oui	Oui
10 01 24	sables provenant de lits fluidisés	Non	Oui	Oui
10 01 25	déchets provenant du stockage et de la préparation des combustibles des centrales à charbon	Non	Oui	Oui
10 01 26	déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement	Non	Oui	Oui
10 01 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui

10 02	déchets provenant de l'industrie du fer et de l'acier			
10 02 01	déchets de laitiers de hauts fourneaux et d'aciéries	Non	Oui	Oui
10 02 02	laitiers non traités	Non	Oui	Non
10 02 07	déchets solides provenant de l'épuration des fumées contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
10 02 08	déchets solides provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 02 07	Non	Oui	Oui
10 02 10	bâillures de laminoir	Non	Oui	Non
10 02 11	déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement contenant des hydrocarbures	Oui	Oui	Oui
10 02 12	déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement autres que ceux visés à la rubrique 10 02 11	Non	Oui	Oui
10 02 13	boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
10 02 14	boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 02 13	Non	Oui	Oui
10 02 15	autres boues et gâteaux de filtration	Non	Oui	Oui
10 02 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui
10 03	déchets de la pyrometallurgie de l'aluminium			
10 03 02	déchets d'anodes	Non	Oui	Non
10 03 04	scories provenant de la production primaire	Oui	Oui	Oui
10 03 05	déchets d'alumine	Non	Oui	Non
10 03 08	scories salées de production secondaire	Oui	Oui	Oui
10 03 09	crasses noires de production secondaire	Oui	Oui	Oui
10 03 15	écumes inflammables ou émettant, au contact de l'eau, des gaz inflammables en quantités dangereuses	Oui	Oui	Non
10 03 16	écumes autres que celles visées à la rubrique 10 03 15	Non	Oui	Non
10 03 17	déchets goudronnés provenant de la fabrication des anodes	Oui	Oui	Oui
10 03 18	déchets carbonés provenant de la fabrication des anodes autres que ceux visés à la rubrique 10 03 17	Non	Oui	Oui
10 03 19	poussières de filtration des fumées contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Non
10 03 20	poussières de filtration des fumées autres que celles visées à la rubrique 10 03 19	Non	Oui	Non
10 03 21	autres fines et poussières (y compris fines de broyage de crasses) contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Non
10 03 22	autres fines et poussières (y compris fines de broyage de crasses) autres que celles visées à la rubrique 10 03 21	Non	Oui	Non
10 03 23	déchets solides provenant de l'épuration des fumées contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
10 03 24	déchets solides provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 03 23	Non	Oui	Oui
10 03 25	boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
10 03 26	boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 03 25	Non	Oui	Oui
10 03 27	déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement contenant des hydrocarbures	Oui	Oui	Oui
10 03 28	déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement autres que ceux visés à la rubrique 10 03 27	Non	Oui	Oui
10 03 29	déchets provenant du traitement des scories salées et du traitement des crasses noires contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
10 03 30	déchets provenant du traitement des scories salées et du traitement des crasses noires autres que ceux visés à la rubrique 10 03 29	Non	Oui	Oui
10 03 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui
10 04	déchets provenant de la pyrometallurgie du plomb			
10 04 01	scories provenant de la production primaire et secondaire	Oui	Oui	Oui
10 04 02	crasses et écumes provenant de la production primaire et secondaire	Oui	Oui	Oui
10 04 03	arsénite de calcium	Oui	Oui	Non
10 04 04	poussières de filtration des fumées		Oui	Non
10 04 05	autres fines et poussières	Oui	Oui	Non
10 04 06	déchets solides provenant de l'épuration des fumées	Oui	Oui	
10 04 07	boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées	Oui	Oui	Oui
10 04 09	déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement contenant des hydrocarbures	Oui	Oui	Oui
10 04 10	déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement autres que ceux visés à la rubrique 10 04 09	Non	Oui	Oui
10 04 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui
10 05	déchets provenant de la pyrometallurgie du zinc			
10 05 01	scories provenant de la production primaire et secondaire	Non	Oui	Oui
10 05 03	poussières de filtration des fumées	Oui	Oui	Non
10 05 04	autres fines et poussières	Non	Oui	Non
10 05 05	déchets solides provenant de l'épuration des fumées	Oui	Oui	Oui
10 05 06	boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées	Oui	Oui	Oui
10 05 08	déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement contenant des hydrocarbures	Oui	Oui	Oui
10 05 09	déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement autres que ceux visés à la rubrique 10 05 08	Non	Oui	Oui
10 05 10	crasses et écumes inflammables ou émettant, au contact de l'eau, des gaz inflammables en quantités dangereuses	Oui	Oui	Non
10 05 11	crasses et écumes autres que celles visées à la rubrique 10 05 10	Non	Oui	Oui
10 05 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui
10 06	déchets provenant de la pyrometallurgie du cuivre			
10 06 01	scories provenant de la production primaire et secondaire	Non	Oui	Oui
10 06 02	crasses et écumes provenant de la production primaire et secondaire	Non	Oui	Oui
10 06 03	poussières de filtration des fumées	Oui	Oui	Non
10 06 04	autres fines et poussières	Non	Oui	Non
10 06 06	déchets solides provenant de l'épuration des fumées	Oui	Oui	Oui
10 06 07	boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées	Oui	Oui	Oui

10 06 09	déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement contenant des hydrocarbures	Oui	Oui	Oui
10 06 10	déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement autres que ceux visés à la rubrique 10 06 09	Non	Oui	Oui
10 06 99	déchets non spécifiés ailleurs			
10 07	déchets provenant de la pyrometallurgie de l'argent, de l'or et du platine	Non	Oui	Oui
10 07 01	scories provenant de la production primaire et secondaire	Non	Oui	Oui
10 07 02	crasses et écumes provenant de la production primaire et secondaire	Non	Oui	Oui
10 07 03	déchets solides provenant de l'épuration des fumées	Non	Oui	Non
10 07 04	autres fines et poussières	Non	Oui	Oui
10 07 05	boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées	Oui	Oui	Oui
10 07 07	déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement contenant des hydrocarbures	Non	Oui	Oui
10 07 08	déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement autres que ceux visés à la rubrique 10 07 07	Non	Oui	Oui
10 07 99	déchets non spécifiés ailleurs			
10 08	déchets provenant de la pyrometallurgie d'autres métaux non ferreux	Non	Oui	Non
10 08 04	fines et poussières	Oui	Oui	Oui
10 08 08	scories salées provenant de la production primaire et secondaire	Non	Oui	Oui
10 08 09	autres scories	Oui	Oui	Non
10 08 10	crasses et écumes inflammables ou émettant, au contact de l'eau, des gaz inflammables en quantités dangereuses	Non	Oui	Oui
10 08 11	crasses et écumes autres que celles visées à la rubrique 10 08 10	Oui	Oui	Oui
10 08 12	déchets goudronnés provenant de la fabrication des anodes	Non	Oui	Oui
10 08 13	déchets carbonés provenant de la fabrication des anodes autres que ceux visés à la rubrique 10 08 12	Non	Oui	Oui
10 08 14	déchets d'anodes	Oui	Oui	Non
10 08 15	poussières de filtration des fumées contenant des substances dangereuses	Non	Oui	Non
10 08 16	poussières de filtration des fumées autres que celles visées à la rubrique 10 08 15	Oui	Oui	Oui
10 08 17	boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées contenant des substances dangereuses	Non	Oui	Oui
10 08 18	boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 08 17	Oui	Oui	Oui
10 08 19	déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement contenant des hydrocarbures	Non	Oui	Oui
10 08 20	déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement autres que ceux visés à la rubrique 10 08 19	Non	Oui	Oui
10 08 99	déchets non spécifiés ailleurs			
10 09	déchets de fonderie de métaux ferreux	Non	Oui	Non
10 09 03	laitiers de four de fonderie	Oui	Oui	Non
10 09 05	noyaux et moules de fonderie n'ayant pas subi la coulée contenant des substances dangereuses	Non	Oui	Non
10 09 06	noyaux et moules de fonderie n'ayant pas subi la coulée autres que ceux visés à la rubrique 10 09 05	Oui	Oui	Non
10 09 07	noyaux et moules de fonderie ayant subi la coulée contenant des substances dangereuses	Non	Oui	Non
10 09 08	noyaux et moules de fonderie ayant subi la coulée autres que ceux visés à la rubrique 10 09 07	Oui	Oui	Non
10 09 09	poussières de filtration des fumées contenant des substances dangereuses	Non	Oui	Non
10 09 10	poussières de filtration des fumées autres que celles visées à la rubrique 10 09 09	Oui	Oui	Oui
10 09 11	autres fines contenant des substances dangereuses	Non	Oui	Oui
10 09 12	autres fines non visées à la rubrique 10 09 11	Oui	Oui	Oui
10 09 13	déchets de liants contenant des substances dangereuses	Non	Oui	Oui
10 09 14	déchets de liants autres que ceux visés à la rubrique 10 09 13	Oui	Oui	Oui
10 09 15	révélateur de criques usagé contenant des substances dangereuses	Non	Oui	Oui
10 09 16	révélateur de criques usagé autre que celui visé à la rubrique 10 09 15	Non	Oui	Oui
10 09 99	déchets non spécifiés ailleurs			
10 10	déchets de fonderie de métaux non ferreux	Non	Oui	Non
10 10 03	laitiers de four de fonderie	Oui	Oui	Non
10 10 05	noyaux et moules de fonderie n'ayant pas subi la coulée contenant des substances dangereuses	Non	Oui	Non
10 10 06	noyaux et moules de fonderie n'ayant pas subi la coulée autres que ceux visés à la rubrique 10 10 05	Oui	Oui	Non
10 10 07	noyaux et moules de fonderie ayant subi la coulée contenant des substances dangereuses	Non	Oui	Non
10 10 08	noyaux et moules de fonderie ayant subi la coulée autres que ceux visés à la rubrique 10 10 07	Oui	Oui	Non
10 10 09	poussières de filtration des fumées contenant des substances dangereuses	Non	Oui	Non
10 10 10	poussières de filtration des fumées autres que celles visées à la rubrique 10 10 09	Oui	Oui	Oui
10 10 11	autres fines contenant des substances dangereuses	Non	Oui	Oui
10 10 12	autres fines non visées à la rubrique 10 10 11	Oui	Oui	Oui
10 10 13	déchets de liants contenant des substances dangereuses	Non	Oui	Oui
10 10 14	déchets de liants autres que ceux visés à la rubrique 10 10 13	Oui	Oui	Oui
10 10 15	révélateur de criques usagé contenant des substances dangereuses	Non	Oui	Oui
10 10 16	révélateur de criques usagé autre que celui visé à la rubrique 10 10 15	Non	Oui	Oui
10 10 99	déchets non spécifiés ailleurs			
10 11	déchets provenant de la fabrication du verre et des produits verriers	Non	Oui	Non
10 11 03	déchets de matériaux à base de fibre de verre	Non	Oui	Non
10 11 05	fines et poussières	Oui	Oui	Oui
10 11 09	déchets de préparation avant cuisson contenant des substances dangereuses	Non	Oui	Oui
10 11 10	déchets de préparation avant cuisson autres que ceux visés à la rubrique 10 11 09	Oui	Oui	Non
10 11 11	petites particules de déchets de verre et poudre de verre contenant des métaux lourds (par exemple, tubes cathodiques)	Non	Oui	Oui
10 11 12	déchets de verre autres que ceux visés à la rubrique 10 11 11	Oui	Oui	Oui
10 11 13	boues de polissage et de meulage du verre contenant des substances dangereuses	Non	Oui	Oui
10 11 14	boues de polissage et de meulage du verre autres que celles visées à la rubrique 10 11 13	Oui	Oui	Oui
10 11 15	déchets solides provenant de l'épuration des fumées contenant des substances dangereuses			

10 11 16	déchets solides provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 11 15	Non	Oui	Oui
10 11 17	boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
10 11 18	boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 11 17	Non	Oui	Oui
10 11 19	déchets solides provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
10 11 20	déchets solides provenant du traitement in situ des effluents autres que ceux visés à la rubrique 10 11 19	Non	Oui	Oui
10 11 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui
10 12	déchets provenant de la fabrication des produits en céramique, briques, carrelage et matériaux de construction			
10 12 01	déchets de préparation avant cuisson	Non	Oui	Oui
10 12 03	fines et poussières	Non	Oui	Non
10 12 05	boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées	Non	Oui	Oui
10 12 06	moules déclassés	Non	Oui	Non
10 12 08	déchets de produits en céramique, briques, carrelage et matériaux de construction (après cuisson)	Non	Oui	Non
10 12 09	déchets solides provenant de l'épuration des fumées contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
10 12 10	déchets solides provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 12 09	Non	Oui	Oui
10 12 11	déchets d'émallage contenant des métaux lourds	Oui	Oui	Non
10 12 12	déchets d'émallage autres que ceux visés à la rubrique 10 12 11	Non	Oui	Non
10 12 13	boues provenant du traitement in situ des effluents	Non	Oui	Oui
10 12 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui
10 13	déchets provenant de la fabrication de ciment, chaux et plâtre et d'articles et produits dérivés			
10 13 01	déchets de préparation avant cuisson	Non	Oui	Oui
10 13 04	déchets de calcination et d'hydratation de la chaux	Non	Oui	Oui
10 13 06	fines et poussières (sauf rubriques 10 13 12 et 10 13 13)	Non	Oui	Non
10 13 07	boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées	Non	Oui	Oui
10 13 09	déchets provenant de la fabrication d'amiante-ciment contenant de l'amiante	Oui	Oui	Non
10 13 10	déchets provenant de la fabrication d'amiante-ciment autres que ceux visés à la rubrique 10 13 09	Non	Oui	Non
10 13 11	déchets provenant de la fabrication de matériaux composites à base de ciment autres que ceux visés aux rubriques 10 13 09 et 10 13 10	Non	Oui	Oui
10 13 12	déchets solides provenant de l'épuration des fumées contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
10 13 13	déchets solides provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 13 12	Non	Oui	Oui
10 13 14	déchets et boues de béton	Non	Oui	Oui
10 13 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui
10 14	déchets de crématoires			
10 14 01	déchets provenant de l'épuration des fumées contenant du mercure	Oui	Oui	Non
11	DÉCHETS PROVENANT DU TRAITEMENT CHIMIQUE DE SURFACE ET DU REVÊTEMENT DES MÉTAUX ET AUTRES MATÉRIAUX, ET DE L'HYDROMÉTALLURGIE DES MÉTAUX NON FERREUX			
11 01	déchets provenant du traitement chimique de surface et du revêtement des métaux et autres matériaux (par exemple, procédés de galvanisation, de revêtement de zinc, de décapage, de gravure, de phosphatation, de dégraissage alcalin et d'anodisation)			
11 01 05	acides de décapage	Oui	Oui	Non
11 01 06	acides non spécifiés ailleurs	Oui	Oui	Non
11 01 07	bases de décapage	Oui	Oui	Non
11 01 08	boues de phosphatation	Oui	Oui	Non
11 01 09	boues et gâteaux de filtration contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Non
11 01 10	boues et gâteaux de filtration autres que visés à la rubrique 11 01 09	Non	Oui	Non
11 01 11	liquides aqueux de rinçage contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
11 01 12	liquides aqueux de rinçage autres que ceux visés à la rubrique 11 01 11	Non	Oui	Oui
11 01 13	déchets de dégraissage contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
11 01 14	déchets de dégraissage autres que ceux visés à la rubrique 11 01 13	Non	Oui	Oui
11 01 15	éluats et boues provenant des systèmes à membrane et des systèmes d'échange d'ions contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
11 01 16	résines échangeuses d'ions saturées ou usées	Oui	Oui	Non
11 01 98	autres déchets contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
11 01 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui
11 02	déchets provenant des procédés hydrométallurgiques des métaux non ferreux			
11 02 02	boues provenant de l'hydrométallurgie du zinc (y compris jarosite et goéthite)	Oui	Oui	Oui
11 02 03	déchets provenant de la production d'anodes pour les procédés d'électrolyse aqueuse	Non	Oui	Oui
11 02 05	déchets provenant des procédés hydrométallurgiques du cuivre contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
11 02 06	déchets provenant des procédés hydrométallurgiques du cuivre autres que ceux visés à la rubrique 11 02 05	Non	Oui	Oui
11 02 07	autres déchets contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
11 02 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui
11 03	boues et solides provenant de la trempe			
11 03 01	déchets cyanurés	Oui	Oui	Non
11 03 02	autres déchets	Oui	Oui	Oui
11 05	déchets provenant de la galvanisation à chaud			
11 05 01	matées	Non	Oui	Non
11 05 02	cendres de zinc	Non	Oui	Non
11 05 03	déchets solides provenant de l'épuration des fumées	Oui	Oui	Non
11 05 04	flux utilisé	Oui	Oui	Non
11 05 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui

<b>12 DÉCHETS PROVENANT DE LA MISE EN FORME ET DU TRAITEMENT PHYSIQUE ET MÉCANIQUE DE SURFACE DES MÉTAUX ET MATIÈRES PLASTIQUES</b>			
12 01	déchets provenant de la mise en forme et du traitement mécanique et physique de surface des métaux et matières plastiques		
12 01 01	limaille et chutes de métaux ferreux	Non	Oui
12 01 02	fines et poussières de métaux ferreux	Non	Oui
12 01 03	limaille et chutes de métaux non ferreux	Non	Oui
12 01 04	fines et poussières de métaux non ferreux	Non	Oui
12 01 05	déchets de matières plastiques d'ébarbage et de tournage	Non	Oui
12 01 06	huiles d'usinage à base minérale contenant des halogènes (pas sous forme d'émulsions ou de solutions)	Oui	Oui
12 01 07	huiles d'usinage à base minérale sans halogènes (pas sous forme d'émulsions ou de solutions)	Oui	Oui
12 01 08	émulsions et solutions d'usinage contenant des halogènes	Oui	Oui
12 01 09	émulsions et solutions d'usinage sans halogènes	Oui	Oui
12 01 10	huiles d'usinage de synthèse	Oui	Oui
12 01 12	déchets de cires et graisses	Oui	Oui
12 01 13	déchets de soudure	Non	Oui
12 01 14	boues d'usinage contenant des substances dangereuses	Oui	Oui
12 01 15	boues d'usinage autres que celles visées à la rubrique 12 01 14	Non	Oui
12 01 16	déchets de grenaillage contenant des substances dangereuses	Oui	Oui
12 01 17	déchets de grenaillage autres que ceux visés à la rubrique 12 01 16	Non	Oui
12 01 18	boues métalliques (provenant du meulage et de l'affûtage) contenant des hydrocarbures	Oui	Oui
12 01 19	huiles d'usinage facilement biodégradables	Oui	Oui
12 01 20	déchets de meulage et matériaux de meulage contenant des substances dangereuses	Oui	Oui
12 01 21	déchets de meulage et matériaux de meulage autres que ceux visés à la rubrique 12 01 20	Non	Oui
12 01 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui
12 03	déchets provenant du dégraissage à l'eau et à la vapeur (sauf chapitre 11)		
12 03 01	liquides aqueux de nettoyage	Oui	Oui
12 03 02	déchets du dégraissage à la vapeur	Oui	Oui
<b>13 HUILES ET COMBUSTIBLES LIQUIDES USAGÉS (sauf huiles alimentaires et huiles figurant aux chapitres 05, 12 et 19)</b>			
13 01	huiles hydrauliques usagées		
13 01 01	huiles hydrauliques contenant des PCB	Oui	Oui
13 01 04	autres huiles hydrauliques chlorées (émulsions)	Oui	Oui
13 01 05	huiles hydrauliques non chlorées (émulsions)	Oui	Oui
13 01 09	huiles hydrauliques chlorées à base minérale	Oui	Oui
13 01 10	huiles hydrauliques non chlorées à base minérale	Oui	Oui
13 01 11	huiles hydrauliques synthétiques	Oui	Oui
13 01 12	huiles hydrauliques facilement biodégradables	Oui	Oui
13 01 13	autres huiles hydrauliques	Oui	Oui
13 02	huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification usagées		
13 02 04	huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification chlorées à base minérale	Oui	Oui
13 02 05	huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification non chlorées à base minérale	Oui	Oui
13 02 06	huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification synthétiques	Oui	Oui
13 02 07	huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification facilement biodégradables	Oui	Oui
13 02 08	autres huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification	Oui	Oui
13 03	huiles isolantes et fluides caloporteurs usagés		
13 03 01	huiles isolantes et fluides caloporteurs contenant des PCB	Oui	Oui
13 03 06	huiles isolantes et fluides caloporteurs chlorés à base minérale autres que ceux visés à la rubrique 13 03 01	Oui	Oui
13 03 07	huiles isolantes et fluides caloporteurs non chlorés à base minérale	Oui	Oui
13 03 08	huiles isolantes et fluides caloporteurs synthétiques	Oui	Oui
13 03 09	huiles isolantes et fluides caloporteurs facilement biodégradables	Oui	Oui
13 03 10	autres huiles isolantes et fluides caloporteurs	Oui	Oui
13 04	hydrocarbures de fond de cale		
13 04 01	hydrocarbures de fond de cale provenant de la navigation fluviale	Oui	Oui
13 04 02	hydrocarbures de fond de cale provenant de canalisations de mûles	Oui	Oui
13 04 03	hydrocarbures de fond de cale provenant d'un autre type de navigation	Oui	Oui
13 05	contenu de séparateurs eau/hydrocarbures		
13 05 01	déchets solides provenant de dessableurs et de séparateurs eau/hydrocarbures	Oui	Oui
13 05 02	boues provenant de séparateurs eau/hydrocarbures	Oui	Oui
13 05 03	boues provenant de déshuileurs	Oui	Oui
13 05 06	hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures	Oui	Oui
13 05 07	eau mélangée à des hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures	Oui	Oui
13 05 08	mélanges de déchets provenant de dessableurs et de séparateurs eau/hydrocarbures	Oui	Oui
13 07	combustibles liquides usagés		
13 07 01	fioul et gazole	Oui	Oui
13 07 02	essence	Oui	Oui
13 07 03	autres combustibles (y compris mélanges)	Oui	Oui
13 08	huiles usagées non spécifiées ailleurs		
13 08 01	boues ou émulsions de dessilage	Oui	Oui

13 08 02	autres émulsions	Oui	Oui	Oui
13 08 99	déchets non spécifiés ailleurs	Oui	Oui	Oui
<b>14 DÉCHETS DE SOLVANTS ORGANIQUES, D'AGENTS RÉFRIGÉRANTS ET PROPULSEURS (sauf chapitres 07 et 08)</b>				
14 06	déchets de solvants, d'agents réfrigérants et d'agents propulseurs d'aérosols, de mousses organiques			
14 06 01	chlorofluorocarbones, HCFC, HFC	Oui	Oui	Oui
14 06 02	autres solvants et mélanges de solvants halogénés	Oui	Oui	Oui
14 06 03	autres solvants et mélanges de solvants	Oui	Oui	Oui
14 06 04	boues ou déchets solides contenant des solvants halogénés	Oui	Oui	Oui
14 06 05	boues ou déchets solides contenant d'autres solvants	Oui	Oui	Oui
<b>15 EMBALLAGES ET DÉCHETS D'EMBALLAGES, ABSORBANTS, CHIFFONS D'ESSUYAGE, MATÉRIAUX FILTRANTS ET VÊTEMENTS DE PROTECTION NON SPÉCIFIÉS AILLEURS</b>				
15 01	emballages et déchets d'emballages (y compris les déchets d'emballages municipaux collectés séparément)			
15 01 01	emballages en papier/carton	Non	Oui	Oui
15 01 02	emballages en matières plastiques	Non	Oui	Oui
15 01 03	emballages en bois	Non	Oui	Oui
15 01 04	emballages métalliques	Non	Oui	Oui
15 01 05	emballages composites	Non	Oui	Oui
15 01 06	emballages en mélange	Non	Oui	Oui
15 01 07	emballages en verre	Non	Oui	Oui
15 01 09	emballages textiles	Non	Oui	Oui
15 01 10	emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus	Oui	Oui	Oui
15 01 11	emballages métalliques contenant une matrice poreuse solide dangereuse (par exemple, amiante), y compris des conteneurs à pression vides	Oui	Oui	Non
15 02	absorbants, matériaux filtrants, chiffons d'essuyage et vêtements de protection			
15 02 02	absorbants, matériaux filtrants (y compris les filtres à huile non spécifiés ailleurs), chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
15 02 03	absorbants, matériaux filtrants, chiffons d'essuyage et vêtements de protection autres que ceux visés à la rubrique 15 02 02	Non	Oui	Oui
<b>16 DÉCHETS NON DÉCRITS AILLEURS DANS LA LISTE</b>				
16 01	véhicules hors d'usage de différents moyens de transport (y compris machines tous terrains) et déchets provenant du démontage de véhicules hors d'usage et de l'entretien de véhicules (sauf chapitres 13, 14, et sections 16 06 et 16 08)			
16 01 03	pneus hors d'usage	Non	Non	Non
16 01 04	véhicules hors d'usage	Oui	Non	Non
16 01 06	véhicules hors d'usage ne contenant ni liquides ni autres composants dangereux	Non	Non	Non
16 01 07	filtres à huile	Oui	Oui	Oui
16 01 08	composants contenant du mercure	Oui	Oui	Non
16 01 09	composants contenant des PCB	Oui	Oui	Non
16 01 10	composants explosifs (par exemple, coussins gonflables de sécurité)	Oui	Non	Non
16 01 11	patins de freins contenant de l'amiante	Oui	Oui	Non
16 01 12	patins de freins autres que ceux visés à la rubrique 16 01 11	Non	Oui	Non
16 01 13	liquides de frein	Oui	Oui	Oui
16 01 14	antigels contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
16 01 15	antigels autres que ceux visés à la rubrique 16 01 14	Non	Oui	Oui
16 01 16	réservoirs de gaz liquéfié	Non	Non	Non
16 01 17	métaux ferreux	Non	Non	Non
16 01 18	métaux non ferreux	Non	Non	Non
16 01 19	matières plastiques	Non	Oui	Oui
16 01 20	verre	Non	Oui	Oui
16 01 21	composants dangereux autres que ceux visés aux rubriques 16 01 07 à 16 01 11, 16 01 13 et 16 01 14	Oui	Oui	Oui
16 01 22	composants non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui
16 01 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui
16 02	déchets provenant d'équipements électriques ou électroniques			
16 02 09	transformateurs et accumulateurs contenant des PCB	Oui	Oui	Non
16 02 10	équipements mis au rebut contenant des PCB ou contaminés par de telles substances autres que ceux visés à la rubrique 16 02 09	Oui	Oui	Non
16 02 11	équipements mis au rebut contenant des chlorofluorocarbones, des HCFC ou des HFC	Oui	Oui	Non
16 02 12	équipements mis au rebut contenant de l'amiante libre	Oui	Oui	Non
16 02 13	équipements mis au rebut contenant des composants dangereux autres que ceux visés aux rubriques 16 02 09 à 16 02 12	Oui	Oui	Oui
16 02 14	équipements mis au rebut autres que ceux visés aux rubriques 16 02 09 à 16 02 13	Non	Oui	Oui
16 02 15	composants dangereux retirés des équipements mis au rebut	Oui	Oui	Oui
16 02 16	composants retirés des équipements mis au rebut autres que ceux visés à la rubrique 16 02 15	Non	Oui	Oui
16 03	loupés de fabrication et produits non utilisés			
16 03 03	déchets d'origine minérale contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
16 03 04	déchets d'origine minérale autres que ceux visés à la rubrique 16 03 03	Non	Oui	Oui
16 03 05	déchets d'origine organique contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
16 03 06	déchets d'origine organique autres que ceux visés à la rubrique 16 03 05	Non	Oui	Oui
16 04	déchets d'explosifs			
16 04 01	déchets de munitions	Oui	Non	Non
16 04 02	déchets de feux d'artifice	Oui	Non	Non

17 03 02	16 04 03	autres déchets d'explosifs	Oui	Non	Non
17 03 03	16 05	gaz en récipients à pression et produits chimiques mis au rebut			
17 04	16 05 04	gaz en récipients à pression (y compris les halons) contenant des substances dangereuses	Oui	Non	Non
17 04 01	16 05 05	gaz en récipients à pression autres que ceux visés à rubrique 16 05 04	Non	Non	Non
17 04 02	16 05 06	produits chimiques de laboratoire à base de ou contenant des substances dangereuses, y compris les mélanges de produits chimiques de laboratoire	Oui	Oui	Oui
17 04 03	16 05 07	produits chimiques d'origine minérale à base de ou contenant des substances dangereuses, mis au rebut	Oui	Oui	Oui
17 04 04	16 05 08	produits chimiques d'origine organique à base de ou contenant des substances dangereuses, mis au rebut	Oui	Oui	Oui
17 04 05	16 05 09	produits chimiques mis au rebut autres que ceux visés aux rubriques 16 05 06, 16 05 07 ou 16 05 08	Non	Oui	Oui
17 04 06	16 06	piles et accumulateurs			
17 04 07	16 06 01	accumulateurs au plomb	Oui	Oui	Non
17 04 09	16 06 02	accumulateurs Ni-Cd	Oui	Oui	Non
17 04 10	16 06 03	piles contenant du mercure	Oui	Oui	Non
17 04 11	16 06 04	piles alcalines (sauf rubrique 16 06 03)	Non	Oui	Non
17 05	16 06 05	autres piles et accumulateurs	Non	Oui	Non
17 05 03	16 06 06	électrolytes de piles et accumulateurs collectés séparément	Oui	Oui	Non
17 05 04	16 07	déchets provenant du nettoyage de cuves et fûts de stockage et de transport (sauf chapitres 05 et 13)			
17 05 06	16 07 08	déchets contenant des hydrocarbures	Oui	Oui	Oui
17 05 07	16 07 09	déchets contenant d'autres substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
17 05 08	16 07 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui
17 06	16 08	catalyseurs usés			
17 06 01	16 08 01	catalyseurs usés contenant de l'or, de l'argent, du rhénium, du rhodium, du palladium, de l'iridium ou du platine (sauf rubrique 16 08 07)	Non	Oui	Non
17 06 04	16 08 02	catalyseurs usés contenant des métaux ou composés de métaux de transition dangereux	Oui	Oui	Non
17 06 05	16 08 03	catalyseurs usés contenant des métaux ou composés de métaux de transition non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Non
17 08	16 08 04	catalyseurs usés de craquage catalytique sur lit fluide (sauf rubrique 16 08 07)	Non	Oui	Non
17 08 01	16 08 05	catalyseurs usés contenant de l'acide phosphorique	Oui	Oui	Non
17 08 02	16 08 06	liquides usés employés comme catalyseurs	Oui	Oui	Oui
17 09	16 08 07	catalyseurs usés contaminés par des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
17 09 01	16 09	substances oxydantes			
17 09 02	16 09 01	permanganates, par exemple, permanganate de potassium	Oui	Oui	Oui
17 09 03	16 09 02	chromates, par exemple, chromate de potassium, dichromate de sodium ou de potassium	Oui	Oui	Non
17 09 04	16 09 03	peroxydes, par exemple, peroxyde d'hydrogène	Oui	Oui	Non
18	16 09 04	substances oxydantes non spécifiées ailleurs	Oui	Oui	Non
18 01	16 10	déchets liquides aqueux destinés à un traitement hors site			
18 01 01	16 10 01	déchets liquides aqueux contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
18 01 02	16 10 02	déchets liquides aqueux autres que ceux visés à la rubrique 16 10 01	Non	Oui	Oui
18 01 03	16 10 03	concentrés aqueux contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
18 01 04	16 10 04	concentrés aqueux autres que ceux visés à la rubrique 16 10 03	Oui	Oui	Oui
18 01 06	16 11	déchets de revêtements de fours et réfractaires			
18 01 07	16 11 01	revêtements de fours et réfractaires à base de carbone provenant de procédés métallurgiques contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Non
18 01 08	16 11 02	revêtements de fours et réfractaires à base de carbone provenant de procédés métallurgiques autres que ceux visés à la rubrique 16 11 01	Non	Oui	Non
18 01 09	16 11 03	autres revêtements de fours et réfractaires provenant de procédés métallurgiques contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Non
18 01 10	16 11 04	autres revêtements de fours et réfractaires provenant de procédés métallurgiques non visés à la rubrique 16 11 03	Non	Oui	Non
18 02	16 11 05	revêtements de fours et réfractaires provenant de procédés non métallurgiques contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Non
18 02 01	16 11 06	revêtements de fours et réfractaires provenant de procédés non métallurgiques autres que ceux visés à la rubrique 16 11 05	Non	Oui	Non
18 02 02	17	DÉCHETS DE CONSTRUCTION ET DE DÉMOLITION (Y COMPRIS DÉBLAIS PROVENANT DE SITES CONTAMINÉS)			
18 02 03	17 01	béton, briques, tuiles et céramiques			
18 02 05	17 01 01	béton	Non	Oui	Non
18 02 06	17 01 02	briques	Non	Oui	Non
18 02 07	17 01 03	tuiles et céramiques	Non	Oui	Non
18 02 08	17 01 06	mélanges ou fractions séparées de béton, briques, tuiles et céramiques contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Non
19	17 01 07	mélanges de béton, briques, tuiles et céramiques autres que ceux visés à la rubrique 17 01 06	Non	Oui	Non
19 01	17 02	bois, verre et matières plastiques			
19 01 02	17 02 01	bois	Non	Oui	Non
19 01 05	17 02 02	verre	Non	Oui	Non
19 01 06	17 02 03	matières plastiques	Non	Oui	Non
19 01 07	17 02 04	bois, verre et matières plastiques contenant des substances dangereuses ou contaminés par de telles substances	Oui	Oui	Non
19 01 10	17 03	mélanges bitumineux, goudron et produits goudronnés			
19 01 11	17 03 01	mélanges bitumineux contenant du goudron	Oui	Oui	Non
19 01 12					
19 01 13					
19 01 14					
19 01 15					

17 03 02	mélanges bitumineux autres que ceux visés à la rubrique 17 03 01	Non	Oui	Non
17 03 03	goudron et produits goudronnés	Oui	Oui	Non
17 04	métaux (y compris leurs alliages)			
17 04 01	cuivre, bronze, laiton	Non	Non	Non
17 04 02	aluminium	Non	Non	Non
17 04 03	plomb	Non	Non	Non
17 04 04	zinc	Non	Non	Non
17 04 05	fer et acier	Non	Non	Non
17 04 06	étain	Non	Non	Non
17 04 07	métaux en mélange	Non	Non	Non
17 04 09	déchets métalliques contaminés par des substances dangereuses	Oui	Oui	Non
17 04 10	câbles contenant des hydrocarbures, du goudron ou d'autres substances dangereuses	Oui	Oui	Non
17 04 11	câbles autres que ceux visés à la rubrique 17 04 10	Non	Oui	Non
17 05	terres (y compris déblais provenant de sites contaminés), cailloux et boues de dragage			
17 05 03	terres et cailloux contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Non
17 05 04	terres et cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03	Non	Oui	Non
17 05 05	boues de dragage contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
17 05 06	boues de dragage autres que celles visées à la rubrique 17 05 05	Non	Oui	Oui
17 05 07	ballast de voie contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
17 05 08	ballast de voie autre que celui visé à la rubrique 17 05 07	Non	Oui	Oui
17 06	matériaux d'isolation et matériaux de construction contenant de l'amiante			
17 06 01	matériaux d'isolation contenant de l'amiante	Oui	Oui	Non
17 06 04	matériaux d'isolation autres que ceux aux rubriques 17 06 01 et 03	Non	Oui	Non
17 06 05	matériaux de construction contenant de l'amiante	Oui	Oui	Non
17 08	matériaux de construction à base de gypse			
17 08 01	matériaux de construction à base de gypse contaminés par des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
17 08 02	matériaux de construction à base de gypse autres que ceux visés à la rubrique 17 08 01	Non	Oui	Oui
17 09	autres déchets de construction et de démolition			
17 09 01	déchets de construction et de démolition contenant du mercure	Oui	Oui	Non
17 09 02	déchets de construction et de démolition contenant des PCB (par exemple, mastics, sols à base de résines, double vitrage, condensateurs contenant des PCB)	Oui	Oui	Non
17 09 03	autres déchets de construction et de démolition (y compris en mélange) contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
17 09 04	déchets de construction et de démolition en mélange autres que ceux visés aux rubriques 17 09 01, 17 09 02 et 17 09 03			
18	<b>DÉCHETS PROVENANT DES SOINS MÉDICAUX OU VÉTÉRINAIRES ET/OU DE LA RECHERCHE ASSOCIÉE (sauf déchets de cuisine et de restauration ne provenant pas directement des soins médicaux)</b>			
18 01	déchets provenant des maternités, du diagnostic, du traitement ou de la prévention des maladies de l'homme			
18 01 01	objets piquants et coupants (sauf rubrique 18 01 03)	Non	Non	Non
18 01 02	déchets anatomiques et organes, y compris sacs de sang et réserves de sang (sauf rubrique 18 01 03)	Non	Non	Non
18 01 03	déchets dont la collecte et l'élimination font l'objet de prescriptions particulières vis-à-vis des risques d'infection	Oui	Non	Non
18 01 04	déchets dont la collecte et l'élimination ne font pas l'objet de prescriptions particulières vis-à-vis des risques d'infection (par exemple vêtements, plâtres, draps, vêtements jetables, langes)	Non	Non	Non
18 01 06	produits chimiques à base de ou contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
18 01 07	produits chimiques autres que ceux visés à la rubrique 18 01 06	Non	Oui	Oui
18 01 08	médicaments cytotoxiques et cytostatiques	Oui	Oui	Oui
18 01 09	médicaments autres que ceux visés à la rubrique 18 01 08	Non	Oui	Oui
18 01 10	déchets d'amalgame dentaire	Oui	Oui	Non
18 02	déchets provenant de la recherche, du diagnostic, du traitement ou de la prévention des maladies des animaux			
18 02 01	objets piquants et coupants (sauf rubrique 18 02 02)	Non	Non	Non
18 02 02	déchets dont la collecte et l'élimination font l'objet de prescriptions particulières vis-à-vis des risques d'infection	Oui	Oui	Non
18 02 03	déchets dont la collecte et l'élimination ne font pas l'objet de prescriptions particulières vis-à-vis des risques d'infection	Non	Non	Non
18 02 05	produits chimiques à base de ou contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
18 02 06	produits chimiques autres que ceux visés à la rubrique 18 02 05	Non	Oui	Oui
18 02 07	médicaments cytotoxiques et cytostatiques	Oui	Oui	Oui
18 02 08	médicaments autres que ceux visés à la rubrique 18 02 07	Non	Oui	Oui
19	<b>DÉCHETS PROVENANT DES INSTALLATIONS DE GESTION DES DÉCHETS, DES STATIONS D'ÉPURATION DES EAUX USÉES HORS SITE ET DE LA PRÉPARATION D'EAU DESTINÉE À LA CONSOMMATION HUMAINE ET D'EAU À USAGE INDUSTRIEL</b>			
19 01	déchets de l'incinération ou de la pyrolyse de déchets			
19 01 02	déchets de déferrailage des mâchefers	Non	Oui	Non
19 01 05	gâteau de filtration provenant de l'épuration des fumées	Oui	Oui	Non
19 01 06	déchets liquides aqueux de l'épuration des fumées et autres déchets liquides aqueux	Oui	Oui	Oui
19 01 07	déchets secs de l'épuration des fumées	Oui	Oui	Non
19 01 10	charbon actif usé provenant de l'épuration des gaz de fumées	Oui	Oui	Non
19 01 11	mâchefers contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Non
19 01 12	mâchefers autres que ceux visés à la rubrique 19 01 11	Non	Oui	Non
19 01 13	cendres volantes contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Non
19 01 14	cendres volantes autres que celles visées à la rubrique 19 01 13	Non	Oui	Non
19 01 15	cendres sous chaudière contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Non



19 01 16	cendres sous chaudière autres que celles visées à la rubrique 19 01 15	Non	Oui	Non
19 01 17	déchets de pyrolyse contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Non
19 01 18	déchets de pyrolyse autres que ceux visés à la rubrique 19 01 17	Non	Oui	Non
19 01 19	sables provenant de lits fluidisés	Non	Oui	Non
19 01 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui
19 02	déchets provenant des traitements physico-chimiques des déchets (y compris déchromatation, décyanuration, neutralisation)			
19 02 03	déchets prémélangés composés seulement de déchets non dangereux	Non	Oui	Oui
19 02 04	déchets prémélangés contenant au moins un déchet dangereux	Oui	Oui	Oui
19 02 05	boues provenant des traitements physico-chimiques contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
19 02 06	boues provenant des traitements physico-chimiques autres que celles visées à la rubrique 19 02 05	Non	Oui	Oui
19 02 07	hydrocarbures et concentrés provenant d'une séparation	Oui	Oui	Oui
19 02 08	déchets combustibles liquides contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
19 02 09	déchets combustibles solides contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
19 02 10	déchets combustibles autres que visés aux rubriques 19 02 08 et 09	Non	Oui	Oui
19 02 11	autres déchets contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
19 02 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui
19 03	déchets stabilisés/solidifiés			
19 03 04	déchets catalogués comme dangereux, partiellement stabilisés	Oui	Oui	Oui
19 03 05	déchets stabilisés autres que ceux visés à la rubrique 19 03 04	Non	Oui	Oui
19 03 06	déchets catalogués comme dangereux, solidifiés	Oui	Oui	Oui
19 03 07	déchets solidifiés autres que ceux visés à la rubrique 19 03 06	Non	Oui	Oui
19 04	déchets vitrifiés et déchets provenant de la vitrification			
19 04 01	déchets vitrifiés	Non	Oui	Non
19 04 02	cendres volantes et autres déchets du traitement des gaz de fumée	Oui	Oui	Non
19 04 03	phase solide non vitrifiée	Oui	Oui	Non
19 04 04	déchets liquides aqueux provenant de la trempe des déchets vitrifiés	Non	Oui	Oui
19 05	déchets de compostage			
19 05 01	fraction non compostée des déchets municipaux et assimilés	Non	Non	Non
19 05 02	fraction non compostée des déchets animaux et végétaux	Non	Non	Non
19 05 03	compost déclassé	Non	Non	Non
19 05 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui
19 06	déchets provenant du traitement anaérobie des déchets			
19 06 03	liqueurs provenant du traitement anaérobie des déchets municipaux	Non	Non	Non
19 06 04	digestats provenant du traitement anaérobie des déchets municipaux	Non	Non	Non
19 06 05	liqueurs provenant du traitement anaérobie des déchets animaux et végétaux	Non	Non	Non
19 06 06	digestats provenant du traitement anaérobie des déchets animaux et végétaux	Non	Non	Non
19 06 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui
19 07	lixiviats de décharges			
19 07 02	lixiviats de décharges contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
19 07 03	lixiviats de décharges autres que ceux visés à la rubrique 19 07 02	Non	Oui	Oui
19 08	déchets provenant d'installations de traitement des eaux usées non spécifiés ailleurs			
19 08 01	déchets de dégrillage	Non	Oui	Oui
19 08 02	déchets de dessablage	Non	Oui	Oui
19 08 05	boues provenant du traitement des eaux usées urbaines	Non	Oui	Oui
19 08 06	résines échangeuses d'ions saturées ou usées	Oui	Oui	Non
19 08 07	solutions et boues provenant de la régénération des échangeurs d'ions	Oui	Oui	Oui
19 08 08	déchets provenant des systèmes à membrane contenant des métaux lourds	Oui	Oui	Oui
19 08 09	mélanges de graisse et d'huile provenant de la séparation huile/eaux usées contenant uniquement des huiles et graisses alimentaires	Non	Oui	Oui
19 08 10	mélanges de graisse et d'huile provenant de la séparation huile/eaux usées autres que ceux visés à la rubrique 19 08 09	Oui	Oui	Oui
19 08 11	boues contenant des substances dangereuses provenant du traitement biologique des eaux usées industrielles	Oui	Oui	Oui
19 08 12	boues provenant du traitement biologique des eaux usées industrielles autres que celles visées à la rubrique 19 08 11	Non	Oui	Oui
19 08 13	boues contenant des substances dangereuses provenant d'autres traitements des eaux usées industrielles	Oui	Oui	Oui
19 08 14	boues provenant d'autres traitements des eaux usées industrielles autres que celles visées à la rubrique 19 08 13	Non	Oui	Oui
19 08 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui
19 09	déchets provenant de la préparation d'eau destinée à la consommation humaine ou d'eau à usage industriel			
19 09 01	déchets solides de première filtration et de dégrillage	Non	Oui	Oui
19 09 02	boues de clarification de l'eau	Non	Oui	Oui
19 09 03	boues de décarbonatation	Non	Oui	Oui
19 09 04	charbon actif usé	Non	Oui	Non
19 09 05	résines échangeuses d'ions saturées ou usées	Non	Oui	Non
19 09 06	solutions et boues provenant de la régénération des échangeurs d'ions	Non	Oui	Oui
19 09 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui
19 10	déchets provenant du broyage de déchets contenant des métaux			
19 10 01	déchets de fer ou d'acier	Non	Oui	Non
19 10 02	déchets de métaux non ferreux	Non	Oui	Non

19 10 03	fraction légère des résidus de broyage et poussières contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Non
19 10 04	fraction légère des résidus de broyage et poussières autres que celles visées à la rubrique 19 10 03	Non	Oui	Non
19 10 05	autres fractions contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
19 10 06	autres fractions autres que celles visées à la rubrique 19 10 05	Non	Oui	Oui
19 11	déchets provenant de la régénération de l'huile			
19 11 01	argiles de filtration usées	Oui	Oui	Non
19 11 02	goudrons acides	Oui	Oui	Non
19 11 03	déchets liquides aqueux	Oui	Oui	Oui
19 11 04	déchets provenant du nettoyage d'hydrocarbures avec des bases	Oui	Oui	Oui
19 11 05	boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
19 11 06	boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 19 11 05	Non	Oui	Oui
19 11 07	déchets provenant de l'épuration des gaz de combustion	Oui	Oui	Oui
19 11 99	déchets non spécifiés ailleurs	Non	Oui	Oui
19 12	déchets provenant du traitement mécanique des déchets (par exemple, tri, broyage, compactage, granulation) non spécifiés ailleurs			
19 12 01	papier et carton	Non	Oui	Oui
19 12 02	métaux ferreux	Non	Oui	Oui
19 12 03	métaux non ferreux	Non	Oui	Oui
19 12 04	matières plastiques et caoutchouc	Non	Oui	Oui
19 12 05	verre	Non	Oui	Oui
19 12 06	bois contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
19 12 07	bois autres que ceux visés à la rubrique 19 12 06	Non	Oui	Oui
19 12 08	textiles	Non	Oui	Oui
19 12 09	minéraux (par exemple sable, cailloux)	Non	Oui	Non
19 12 10	déchets combustibles (combustible issu de déchets)	Non	Oui	Oui
19 12 11	autres déchets (y compris mélanges) provenant du traitement mécanique des déchets contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
19 12 12	autres déchets (y compris mélanges) provenant du traitement mécanique des déchets autres que ceux visés à la rubrique 19 12 11	Non	Oui	Oui
19 13	déchets provenant de la décontamination des sols et des eaux souterraines			
19 13 01	déchets solides provenant de la décontamination des sols contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
19 13 02	déchets solides provenant de la décontamination des sols autres que ceux visés à la rubrique 19 13 01	Non	Oui	Oui
19 13 03	boues provenant de la décontamination des sols contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
19 13 04	boues provenant de la décontamination des sols autres que celles visées à la rubrique 19 13 03	Non	Oui	Oui
19 13 05	boues provenant de la décontamination des eaux souterraines contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
19 13 06	boues provenant de la décontamination des eaux souterraines autres que celles visées à la rubrique 19 13 05	Non	Oui	Oui
19 13 07	déchets liquides aqueux et concentrés aqueux provenant de la décontamination des eaux souterraines contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
19 13 08	déchets liquides aqueux et concentrés aqueux provenant de la décontamination des eaux souterraines autres que visés par 19 13 07	Non	Oui	Oui
20	<b>DÉCHETS MUNICIPAUX (DÉCHETS MÉNAGERS ET DÉCHETS ASSIMILÉS PROVENANT DES COMMERCES, DES INDUSTRIES ET DES ADMINISTRATIONS) Y COMPRIS LES FRACTIONS COLLECTÉES SÉPARÉMENT</b>			
20 01	fractions collectées séparément (sauf section 15 01)			
20 01 01	papier et carton	Non	Oui	Oui
20 01 02	verre	Non	Oui	Oui
20 01 08	déchets de cuisine et de cantine biodégradables	Non	Oui	Non
20 01 10	vêtements	Non	Oui	Non
20 01 11	textiles	Non	Oui	Oui
20 01 13	solvants	Oui	Oui	Oui
20 01 14	acides	Oui	Oui	Oui
20 01 15	déchets basiques	Oui	Oui	Oui
20 01 17	produits chimiques de la photographie	Oui	Oui	Oui
20 01 19	pesticides	Oui	Oui	Oui
20 01 21	tubes fluorescents et autres déchets contenant du mercure	Oui	Oui	Non
20 01 23	équipements mis au rebut contenant des chlorofluorocarbones	Oui	Oui	Non
20 01 25	huiles et matières grasses alimentaires	Non	Oui	Oui
20 01 26	huiles et matières grasses autres que visées à la rubrique 20 01 25	Oui	Oui	Oui
20 01 27	peinture, encres, colles et résines contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
20 01 28	peinture, encres, colles, résines autres que visées à la rubrique 20 01 27	Non	Non	Oui
20 01 29	détergents contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
20 01 30	détergents autres que ceux visés à la rubrique 20 01 29	Non	Oui	Oui
20 01 31	médicaments cytotoxiques et cytostatiques	Oui	Oui	Oui
20 01 32	médicaments autres que ceux visés à la rubrique 20 01 31	Non	Oui	Oui
20 01 33	piles et accumulateurs visés aux rubriques 16 06 01, 16 06 02 ou 16 06 03 et piles et accumulateurs non triés contenant ces piles	Oui	Oui	Non
20 01 34	piles et accumulateurs autres que ceux visés à la rubrique 20 01 33	Non	Oui	Non
20 01 35	équipements électriques et électroniques mis au rebut contenant des composants dangereux, autres que ceux visés aux rubriques 20 01 21 et 20 01 23	Oui	Oui	Non
20 01 36	équipements électriques et électroniques mis au rebut autres que ceux visés aux rubriques 20 01 21, 20 01 23 et 20 01 35	Non	Oui	Non
20 01 37	bois contenant des substances dangereuses	Oui	Oui	Oui
20 01 38	bois autres que ceux visés à la rubrique 20 01 37	Non	Oui	Oui
20 01 39	matières plastiques	Non	Oui	Oui
20 01 40	métaux	Non	Oui	Oui
20 01 41	déchets provenant du ramonage de cheminée	Non	Oui	Oui

20 01 99	autres fractions non spécifiées ailleurs	Non	Oui	Oui
20 02	déchets de jardins et de parcs (y compris les déchets de cimetière)	Non	Oui	Non
20 02 01	déchets biodégradables	Non	Oui	Non
20 02 02	terres et pierres	Non	Oui	Oui
20 02 03	autres déchets non biodégradables			
20 03	autres déchets municipaux	Non	Non	Non
20 03 01	déchets municipaux en mélange	Non	Non	Non
20 03 02	déchets de marchés	Non	Non	Non
20 03 03	déchets de nettoyage des rues	Non	Non	Non
20 03 04	boues de fosses septiques	Non	Non	Non
20 03 06	déchets provenant du nettoyage des égouts	Non	Non	Non
20 03 07	déchets encombrants	Non	Non	Non
20 03 99	déchets municipaux non spécifiés ailleurs			

ANNEXE 2

LISTE DES DECHETS ACCEPTES SUR LE CENTRE ET AFFECTATION DES CUVES

CUVES ASSOCIEES	FAMILLE	DECHETS CONCERNES	TYPE DE TRANSIT	NATURE DU CONDITIONNEMENT	DESTINATION EXTERIEURE
Sans objet	Emballages souillés	Emballages pollués par les produits précédents DTQD	Avec pré traitement	Conditionnés	Revalorisation matière ou revalorisation énergétique ou incinération
5/6		Déchet liquide en attente d'orientation	Sans objet	Vrac	Suivant analyse complémentaire
	Acides bases toxiques	Acides bases cadmiés cyanures sels de trempes	Sans regroupement	Conditionnés	Centre collectif PCM ou mine de sel
	Autres D.I.S., sauf produits interdits	Amiante en double sachet piles lampes tubes fluorescents filtres à huiles batteries produits non identifiés produits laboratoires DTQD huiles isolantes chlorées rebuts de fabrication aérosols DMS divers	Sans regroupement	Conditionnés	CET ou mine de sel ou revalorisation ou incinération en filière directe ou incinération chlorée
	Solvants	Solvants régénérables chlorés solvants régénérables non halogénés	Avec regroupement	Conditionnés	Revalorisation
1	Chlorés +	Boues liquides halogénés	Avec pré traitement	Vrac	Incinération chlorée
1	Chlorés +	Liquides chlorés > 10% eaux de la chimie huiles chlorées	Avec regroupement	Vrac et Conditionnés	Incinération chlorée
2	Chlorés -	Boues liquides chlorées < 10%	Avec pré traitement	Vrac	Incinération chlorée < 10%
2	Chlorés -	Liquides chlorés < 10% eaux de la chimie	Avec regroupement	Vrac et Conditionnés	Incinération chlorée < 10%
Fosse	Pateux	Fonds de camions fonds de cuves boues liquides eaux de la chimie	Avec prétraitement	Vrac	Incinération

CUVES ASSOCIEES	FAMILLE	DECHETS CONCERNES	TYPE DE TRANSIT	NATURE DU CONDITIONNEMENT	DESTINATION EXTERIEURE
Sans objet	Pateux chlorés	Solides incinérables chlorés	Sans regroupement	Conditionnés	Incinération chlorée
Sans objet	Pateux non chlorés	Solides incinérables non chlorés boues d'usinage déchets de peinture	Avec ou sans regroupement	Conditionnés	Incinération
7/8/9	HPC1	Produits pétroliers (hors eaux+hydrocarbures huiles) solvants non halogénés eaux de la chimie crèmes huileuses	Avec regroupement	Vrac et Conditionnés	Incinération
4	MPC1	Produits pétroliers diluants solvants non halogénés eaux incinérables boues liquides eaux de la chimie	Avec pré traitement	Vrac et Conditionnés	Incinération
4	MPC1	Produits pétroliers diluants solvants non halogénés eaux incinérables boues liquides eaux de la chimie	Avec regroupement	Vrac et Conditionnés	Incinération
3	BPC1	eaux incinérables eaux solvantés boues liquides eaux de la chimie	Avec pré traitement	Vrac et Conditionnés	Incinération
3	BPC1	diluants eaux de la chimie	Avec regroupement	Vrac et Conditionnés	Incinération
21/22/23/24	Hydrocarbures		Avec prétraitement	Vrac et Conditionnés	Régénération et revalorisation

CUVES ASSOCIEES	FAMILLE	DECHETS CONCERNES	TYPE DE TRANSIT	NATURE DU CONDITIONNEMENT	DESTINATION EXTERIEURE
16/17/18/19/20	Hydrocarbures		Avec regroupement	Vrac et Conditionnés	Revalorisation
10/11/12	PCO		Avec prétraitement	Vrac et Conditionnés	Physico chimique organique
10/11/12	PCO		Avec regroupement	Vrac et Conditionnés	Physico chimique organique
7/8/9	HPC1		Avec prétraitement	Vrac et Conditionnés	Revalorisation énergétique

B. PAGAT

### ANNEXE 3

Les effluents devront respecter les valeurs limites fixées ci après :

**pH compris entre 5,5 et 8,5**

**Température inférieure à 30°C**

NATURE DES POLLUANTS	CONCENTRATION MAXIMUM en mg/l		FLUX MOYEN (sous 1 mois) en kg/j
	moyenne sur 2 h	instantanée	
MES	100	600	1
DCO ND	600	2000	5
DBO5 ND	200	800	2
Hydrocarbures - NFT 90202	5	5	0,1
Hydrocarbures - NFT 90203	20	20	0,4
Phénols	0,1	0,1	0,012
Total des métaux	15	15	0,3

Pour tous les autres polluants ne figurant pas dans le tableau ci-dessus, les valeurs limites guides précisées dans la Section 3 «Pollution des eaux superficielles» - Sous-section 1 - de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ne devront pas être dépassées.

Le débit moyen des effluents rejetés n'excèdera pas ~~20 m<sup>3</sup>/j~~ <sup>40 m<sup>3</sup>/j</sup>  
 (en moyenne sous un mois)

**Ampliation adressée à :**

- Monsieur le Directeur de la SA SARP INDUSTRIES RHONE ALPES MEDITERRANNEE  
943 chemin de l'Islo  
38670 - CHASSE SUR RHONE
- Monsieur le Maire de LA TALAUDIERE
- M. l'Inspecteur des installations classées - Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement
- Archives
- Chrono.

Artsche de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement  
9, PA

